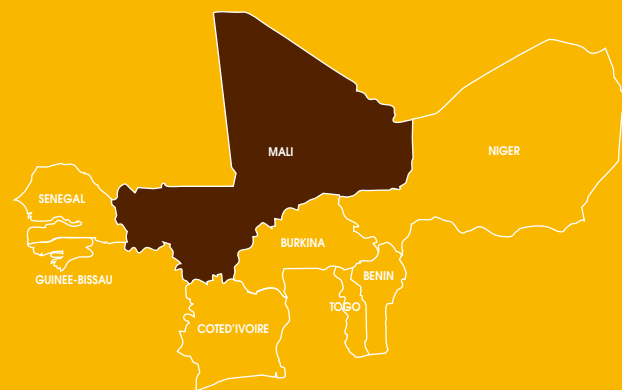




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2017



REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2017

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI AU TITRE DE L'ANNEE 2017

(Élaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO

94, AVENUE MOUSSA TRAVELE

BP 206 - BAMAKO - MALI

TEL. (223) 20 22 37 56

FAX. 223) 20 22 47 86

WWW.BCEAO.INT

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	7
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	15
1.1 Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1 Exportations de biens	17
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	17
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	19
1.1.2 Importations de biens.....	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	22
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	23
1.2 Balance des services.....	25
1.2.1 Exportations de services.....	26
1.2.2 Importations de services.....	26
1.3. Compte de revenu primaire.....	28
1.4. Compte de revenu secondaire.....	29
II. COMPTE DE CAPITAL.....	30
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	30
2.2 Transferts en capital.....	30
III. COMPTE FINANCIER.....	31
3.1 Investissements directs.....	31
3.2 Investissements de portefeuille	32
3.3 Dérivés financiers.....	32
3.4 Autres investissements.....	32
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	33
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	33
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	34
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	34
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	34
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	36
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	36
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	38
ANNEXES.....	39
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	41
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	48
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	49

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	15
Graphique 2 : Structure du compte courant	16
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	19
Graphique 4 : Destination des exportations	19
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2017	20
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	21
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	23
Graphique 8 : Origine des importations	23
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Graphiques 10 : Evolution de la balance des services	25

TABLEAUX	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	8
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	13
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	14
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	15
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	16
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	17
Tableau 8 : Evolution des exportations par principaux produits	18
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 : Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 11 : Evolution des exportations et importations de services	25
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	25
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	28
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	29
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	30
Tableau 16 : Evolution du compte financier	31
Tableau 17 : Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	33
Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	34
Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets	34
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	35
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	36
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	37

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MINUSMA	:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN 2008) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique et financier international en 2017 s'est caractérisé par une reprise de l'activité économique, du fait de la hausse des investissements et de l'essor du commerce. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,7% en 2017, après 3,2% en 2016.

En liaison avec la hausse des prix du pétrole et des produits industrialisés, le taux d'inflation, dans les pays avancés, s'est établi en moyenne à 1,7% en 2017, contre 0,8% en 2016. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises, du fait de l'atténuation des risques politiques en Zone euro.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'expansion de l'activité économique s'est poursuivie, soutenue par l'amélioration de la conjoncture internationale et régionale, avec une contribution plus forte du tertiaire et la hausse des investissements publics et privés dans le secondaire. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,7% en 2017, après 6,6 % en 2016. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation - IHPC) s'est établi à 0,8% en 2017 contre 0,3% l'année précédente.

Au Mali, un ralentissement de l'activité économique a été observé en 2017, avec un taux de croissance du PIB de 5,4%, après 5,8% en 2016. Le taux d'inflation s'est établi à 1,8% en 2017, contre -1,8% en 2016, conforme à l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. Au niveau des finances publiques, le déficit global base engagements et dons compris, s'est réduit en 2017, avec un montant de 255 milliards, soit 2,9% du PIB en 2017 contre 3,9% en 2016.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2017 font état d'une détérioration du profil des échanges, avec un solde global ressorti déficitaire de 102 milliards, après le déficit de 318 milliards enregistré un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes a affiché un déficit de 704 milliards en 2017, en détérioration de 126 milliards par rapport au montant de l'année 2016. S'agissant du compte financier, il a enregistré un solde de -417 milliards, après -198 milliards en 2016. Ce montant correspond à 124 milliards d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 541 milliards d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 102 milliards. En effet, les créances nettes des autres institutions de dépôts sur les non-résidents se sont contractées de 180 milliards tandis que celles de la Banque centrale ont progressé de 79 milliards à fin 2017. La position extérieure globale s'est chiffrée à -4.308 milliards, après -3.800 milliards un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

Au cours de l'année 2017, l'activité économique mondiale a enregistré une croissance plus rapide que l'année précédente, résultant de l'augmentation de l'investissement, du commerce et de la production industrielle dans les pays avancés et à la fin de la baisse de l'investissement dans les pays émergents et en développement, exportateurs de produits de base. Ces facteurs ont été des moteurs importants de l'accélération de la croissance du PIB. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,7% pour l'année 2017, après 3,2% en 2016.

Dans les pays industrialisés, la croissance s'est accélérée de 0,6 point en 2017, passant de 1,7% en 2016 à 2,3% en 2017, en liaison avec l'accroissement de la demande intérieure, stimulée par des politiques monétaires accommodantes des banques centrales. Aux États-Unis, le PIB s'est accru de 2,3% en 2017, après 1,5% en 2016, en relation avec l'augmentation de la consommation des ménages, l'investissement ainsi que le rebond des activités des entreprises du secteur de l'énergie. Dans la zone euro, le PIB a progressé de 2,4% en 2017, après une réalisation de 1,8% en 2016, tiré essentiellement par le regain des exportations, le bon niveau de la demande intérieure, les conditions financières accommodantes ainsi que l'apaisement des risques politiques.

Dans les pays émergents et en développement, l'accélération de 0,3 point de la croissance, qui s'est établie à 4,7% en 2017, tient principalement à une amélioration de la demande intérieure, du regain de dynamisme dans les pays importateurs de matières premières et de la conjoncture favorable des grands pays exportateurs de pétrole. En Afrique subsaharienne, la croissance a enregistré un rebond à 2,7% en 2017 après 1,4% en 2016. Cette progression est liée au redressement de la croissance des pays exportateurs de produits de base, à la faveur notamment de la remontée des prix du pétrole, et aux effets de la mise en œuvre de mesures d'ajustement structurel. Les performances de certaines grandes économies de la région se sont ainsi nettement améliorées, notamment celles du Nigeria (0,8% en 2017 après un repli de 1,6% en 2016), de l'Afrique du Sud (0,9% en 2017, après 0,3% en 2016) et des Etats membres de la CEMAC (1,7% en 2017, après une baisse de 0,3% en 2016).

L'inflation globale a repris au cours de l'année 2017, sous l'effet de la remontée des cours des produits de base, notamment les prix du pétrole, et des produits manufacturés. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 1,7% en 2017, contre 0,8% en 2016. Au niveau des pays émergents et en développement, il est ressorti en moyenne à 4,1% en 2017 après 4,3% en 2016, dans un contexte d'assouplissement des politiques monétaires dans la plupart des pays émergents, en vue de soutenir l'activité économique. En Afrique subsaharienne, l'inflation est restée supérieure à 10% en 2017, localisée essentiellement au Nigeria, en Angola et au Ghana.

En 2017, sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, du fait de l'assouplissement des conditions monétaires et financières. Ainsi, en moyenne, les principaux indices de la bourse de New York, le Dow Jones et le Nasdaq, se sont accrus respectivement de 21,4% et 22,4% en 2017, tandis que les indices Nikkeï au Japon et

¹ Sources des données : Rapport annuel 2016 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

EuroStoxx 50 de la Zone euro se sont renforcés de 18,7% et 6,5% respectivement. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont connu également des évolutions haussières, en relation avec les bonnes perspectives de croissance et la reprise des cours des matières premières. Ainsi, les indices des bourses de Lagos (NSE), d'Accra (GSE) et de Johannesburg (FTSE/JSE All Share) ont enregistré des accroissements respectifs de 19,6%, 15,4% et 6,5%.

Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2017, en liaison avec la reprise économique et le tassement des risques politiques en Zone euro. Le cours de l'euro s'est accru de 2,0% par rapport au dollar pour s'établir à 1,129 dollar en 2017. Il s'est également renforcé par rapport à la livre sterling (+7,0%), au yen japonais (+5,3%) et au franc suisse (+2,0%).

Sur le marché ouest-africain, le franc CFA s'est apprécié par rapport aux principales devises de la sous-région en 2017, comparativement à la situation de l'année 2016. En moyenne, sur l'année 2017, 1.000 FCFA se sont échangés contre 7,5 cedis ghanéens, 80,4 dalasis gambiens, 12.803,2 leones sierra-leonais, 15.756,0 francs guinéens, 196,1 dollars libériens et 529,5 nairas nigériens.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

Devises	Taux de change moyens annuels (unité monétaire étrangère pour 1.000 FCFA)		
	2016	2017	Variation
Dollar des Etats-Unis	1,6870	1,7216	2,1%
Franc suisse	1,6620	1,6946	2,0%
Livre sterling	1,2484	1,34	7,0%
Yen japonais	183,4165	193,0836	5,3%
Cedi ghanéen	6,5914	7,5474	14,5%
Naira nigérien	423,3913	529,5063	25,1%
Dalasi gambien	74,3000	80,4029	8,2%
Franc guinéen	14901,8280	15756,0372	5,7%
Dollar libérien	159,1342	196,1487	23,3%

Source : BCEAO

S'agissant des produits de base, la reprise de la demande mondiale ainsi que les actions des principaux producteurs visant la réduction de l'offre ont redynamisé les marchés. Les indices calculés par le FMI indiquent, en moyenne annuelle, une hausse des prix des produits énergétiques de 22,2%, des produits industriels de 12,1% et des produits alimentaires de 3,9%.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, ils ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du cacao et de l'huile de palmiste qui ont baissé respectivement de 29,8% et 4,6%. Les hausses les plus importantes ont été observées au niveau de la noix de cajou (+19,8%), du caoutchouc (+18,9%), du pétrole (+15,4%), du café robusta (+14,7%) et du coton (+10,9%). Les prix du caoutchouc et de la noix de cajou ont été soutenus principalement par le raffermissement de la demande chinoise et celle du marché européen. Les cours du pétrole ont entamé leur reprise, portés par les perspectives d'un rééquilibrage de l'offre et de la demande. Les cours du coton se sont renforcés, en relation avec la vigueur de la demande mondiale.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le dynamisme économique amorcé depuis 2012 s'est maintenu au cours de l'année 2017, à la faveur de l'amélioration progressive de la conjoncture internationale et interne des Etats. Au niveau interne, les économies de la Zone ont été soutenues par l'apaisement progressif du climat sociopolitique et sécuritaire, ainsi que par la poursuite des investissements dans les secteurs porteurs de croissance. Au terme de l'année 2017, le PIB de l'Union, en termes réels, a progressé de 6,7%, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016. L'expansion économique a été soutenue par la hausse de la production agricole, le regain d'activités dans les industries extractives et manufacturières, le maintien d'un rythme soutenu des investissements publics et privés dans les infrastructures de base et l'accroissement de l'offre d'énergie électrique. La progression du PIB est également imputable à la bonne tenue des activités commerciales et des services, notamment les transports, les télécommunications et les services financiers.

Au cours de l'année 2017, le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 0,8% contre une réalisation de 0,3% l'année précédente. Ce rebond est imputable principalement au renchérissement des produits alimentaires locaux, notamment les légumes et les produits de la pêche. La progression de l'inflation a été atténuée par la poursuite de la détente des coûts des communications.

En 2017, le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ainsi que par la hausse des dépenses courantes. Dans ce contexte, les opérations financières des Etats se sont soldées par un déficit budgétaire en dégradation par rapport à l'année 2016. En pourcentage du PIB, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est situé à 4,7% en 2017, contre 4,4% en 2016.

Au niveau des comptes monétaires, la situation de l'UEMOA a été caractérisée à fin décembre 2017 par un accroissement de la masse monétaire (7,5%) consécutif à la progression des créances intérieures et des actifs extérieurs nets. En effet, l'encours des créances intérieures a augmenté de 9,9% en 2017 par rapport à son niveau à fin décembre 2016. Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 333 milliards pour ressortir à 4.030 milliards à fin 2017, imputable à ceux de la Banque Centrale dont l'effet a été atténué par la baisse de ceux des banques. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 655 milliards, pour se situer à 7.184 milliards à fin décembre 2017. En conséquence, le taux de couverture de l'émission monétaire s'est amélioré en s'établissant à 73,4% contre 68,2% en décembre 2017.

Dans un contexte d'inflation modérée et d'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme, la Banque Centrale a maintenu inchangé son taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités, afin de soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres. Ainsi, ce taux est resté fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. Le Comité de Politique Monétaire a également maintenu inchangé à 4,50% le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque Centrale, niveau en vigueur depuis le 16 décembre 2016. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union qui était de 5,00%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012, a été ramené à 3,00% à compter du 16 mars 2017.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI²

En 2017, le taux de croissance économique du Mali a poursuivi son ralentissement, en ressortant à 5,4% après 5,8% en 2016. La croissance de l'économie en 2017 a été essentiellement tirée par le secteur secondaire suivi du secteur tertiaire. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 8.929 milliards, en hausse de 7,5% par rapport à l'année 2016.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 5,0% en 2017, contre 7,5% en 2016. Cette évolution découle essentiellement de celles des branches «agriculture d'exportation» et «activités extractives» avec des hausses respectives de 12,4% et 6,8%.

S'agissant du secteur secondaire, après une évolution de 0,3% en 2016, l'activité a repris avec un taux de croissance de 6,6% en 2017, tiré principalement par les branches «textiles» (12,6% en 2017 contre 3,7% en 2016) et «industries agroalimentaires» (10,4% en 2017 contre -12,0% en 2016).

Le secteur tertiaire a enregistré un ralentissement par rapport à son rythme de progression de l'année précédente, avec un taux de croissance de 5,4% en 2017 contre 6,8% en 2016. Les taux les plus élevés ont été notés dans les branches «transports et communications» et «activités financières» qui sont ressortis respectivement à 7,8% et 7,5%.

Le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'IHPC, s'est établi à 1,8% en 2017, contre -1,8% en 2016, conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2017 s'est traduite par une diminution du déficit global, base engagements et hors dons, à 399 milliards, soit 4,5% du PIB, contre 5,5% en 2016. Il a été noté une hausse des recettes budgétaires qui se sont inscrites à 1.480 milliards en 2017, dont 91,5% de recettes fiscales, après 1.285 milliards en 2016. Les recettes fiscales se sont établies à 15,3% du PIB en 2017, contre 14,9% en 2016. Les dons, pour leur part, ont atteint 144 milliards (1,6% du PIB) en 2017 après 133 milliards (1,6% du PIB) en 2016. Les dépenses totales et prêts nets se sont inscrits à 2.045 milliards en 2017, en baisse de 3,4% par rapport à 2016. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 1.105 milliards en 2017, dont 433 milliards de dépenses de personnel, contre 1.012 milliards et 401 milliards une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 81,7% en 2016 à 81,6% en 2017.

La situation monétaire, entre fin 2016 et fin 2017, a été caractérisée par une contraction de la position extérieure nette des institutions monétaires et un accroissement des créances intérieures. En effet, les actifs extérieurs nets ont enregistré un repli de 106 milliards de FCFA (-43,0%) à fin décembre 2017 par rapport à fin décembre 2016, en liaison essentiellement avec le fléchissement de ceux des autres institutions de dépôt (-180 milliards). Quant à l'encours des créances intérieures, il s'est chiffré à 2.861 milliards de FCFA à fin décembre 2017, en hausse de 265 milliards ou 10,2% par rapport à fin décembre 2016, à la suite de la progression des créances sur l'économie et de la hausse des créances nettes sur l'Etat. Prenant en compte ces évolutions, la masse monétaire s'est inscrite à 2.387 milliards à fin 2017, soit une augmentation de 84 milliards de FCFA (ou 3,6%) par rapport à son niveau de fin 2016.

² Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Au total, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit de 102 milliards au terme de l'année 2017, après le déficit de 318 milliards à fin 2016. Quant à la position extérieure globale à fin 2016, elle s'est établie à -4.308 milliards, en détérioration de 508 milliards, du fait de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le " tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2017 en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	3 011 296	3 715 586	-704 289
Biens et services	1 981 987	3 259 499	-1 277 512
Biens	1 685 895	2 095 453	-409 557
Marchandises générales	510 176	2 095 453	-1 585 276
Dont réexportations	67 631		67 631
Exports. nettes dans le cadre du négoce			0
Or non monétaire	1 175 719	0	1 175 719
Services	296 092	1 164 046	-867 954
Transport	12 696	427 750	-415 054
Dont fret	10 395	386 661	-376 266
Voyages	119 998	92 944	27 053
Autres services	163 398	643 351	-479 954
Revenus primaires	71 589	362 438	-290 849
Revenus des salariés	23 156	22 107	1 049
Revenus des investissements	44 638	333 990	-289 352
Autres revenus primaires	3 795	6 341	-2 546
Revenus secondaires	957 720	93 649	864 071
Administrations publiques	439 650	10 928	428 722
Aides budgétaires	48 600		48 600
Autres secteurs	518 070	82 721	435 349
Dont envois de fonds des travailleurs	490 983	68 137	422 846
Compte de capital	152 414	2 306	150 108
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	2 070	-2 070
Transferts en capital	152 414	236	152 178
Administrations publiques	113 957	0	113 957
Remises de dettes	18 228	0	18 228
Autres secteurs	38 457	236	38 221
Compte financier	256 240	775 119	-518 880
Investissements directs	7 264	325 602	-318 338
Investissements de portefeuille	-44 638	20 711	-65 349
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	48 763	428 807	-380 044
Avoirs de réserves	244 851	0	244 851
Erreurs et omissions nettes	-2 907 470	-2 942 772	35 302

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2017 en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

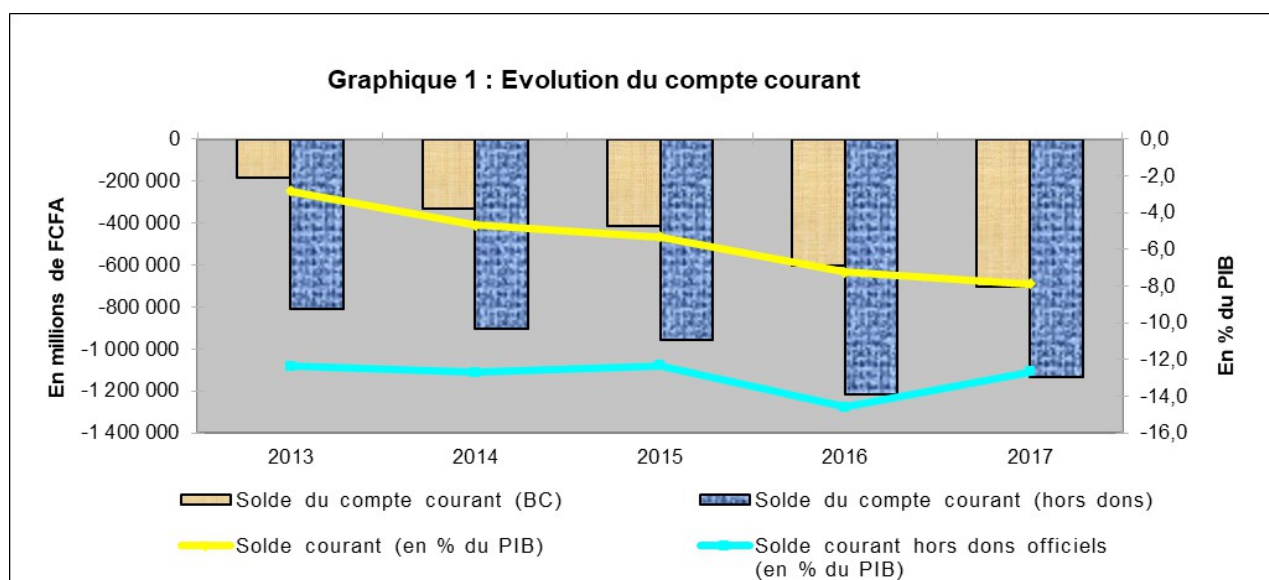
Poste	Crédit	Débit	Solde
Compte des transactions courantes	3 011 296	3 715 586	-704 289
Biens et services	1 981 987	3 259 499	-1 277 512
Biens	1 685 895	2 095 453	-409 557
Marchandises générales	510 176	2 095 453	-1 585 276
Dont réexportations	67 631		
Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
Or non monétaire	1 175 719	0	1 175 719
Services	296 092	1 164 046	-867 954
Transport	12 696	427 750	-415 054
Dont fret	10 395	386 661	-376 266
Voyages	119 998	92 944	27 053
Autres services	163 398	643 351	-479 954
Revenus primaires	71 589	362 438	-290 849
Revenus des salariés	23 156	22 107	1 049
Revenus des investissements	44 638	333 990	-289 352
Autres revenus primaires	3 795	6 341	-2 546
Revenus secondaires	957 720	93 649	864 071
Administrations publiques	439 650	10 928	428 722
Aides budgétaires	48 600	0	48 600
Autres secteurs	518 070	82 721	435 349
Dont envois de fonds des travailleurs	490 983	68 137	422 846
Compte de capital	152 414	2 306	150 108
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	2 070	-2 070
Transferts en capital	152 414	236	152 178
Administrations publiques	113 957	0	113 957
Remises de dettes	18 228	0	18 228
Autres secteurs	38 457	236	38 221
			0
Compte financier	123 939	541 316	-417 377
Investissements directs	7 264	325 602	-318 338
Investissements de portefeuille	-103	16 556	-16 659
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	116 779	199 159	-82 380
Administrations publiques	0	121 194	-121 194
Autres secteurs	116 779	77 964	38 815
Erreurs et omissions nettes	-2 907 470	-2 942 772	35 302
Solde global	132 300	233 803	-101 503
Avoirs et engagements extérieurs	-132 300	-233 803	101 503
Banque Centrale	-244 851	-165 917	-78 935
Autres institutions de dépôts	112 551	-67 887	180 438

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes, poste de la balance des paiements qui regroupe l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 704.289 millions en 2017, en détérioration de 125.564 millions par rapport au niveau enregistré en 2016. Cette dégradation résulte, en partie, de la contre-performance enregistrée dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 409.557 millions, après celui de 342.087 millions enregistré en 2016. De même, le déficit du revenu primaire s'est accentué de 68.677 millions, en liaison avec l'augmentation des revenus des non-résidents. Le repli du déficit des services et de l'excédent du revenu secondaire sont en liaison avec les transactions des services militaires³.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est détérioré avec un déficit de 7,9% (12,7% hors transferts officiels) en 2017 contre 7,2% (14,6% hors transferts officiels) en 2016. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2013 et 2017.



Source : BCEAO

Tableau 4 : Compte de transactions courantes

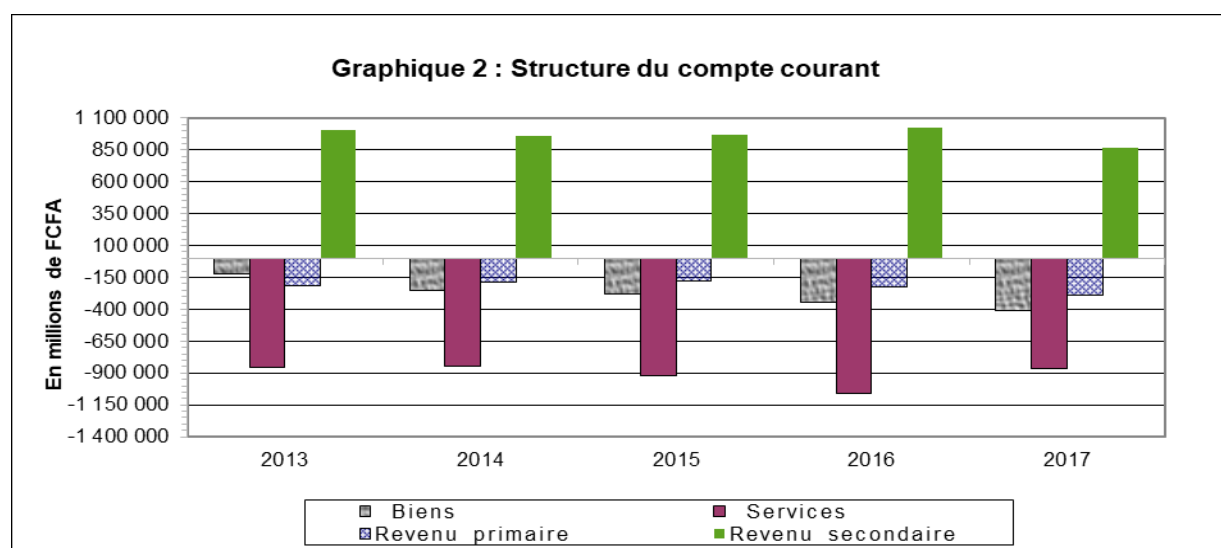
(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Biens et services	-976 937	-1 101 349	-1 204 938	-1 403 076	-1 277 512
Biens	-122 797	-251 295	-281 299	-342 087	-409 557
Services	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988	-867 954
Revenu primaire	-213 687	-190 012	-174 845	-222 072	-290 849
Revenu secondaire	1 005 528	957 218	967 291	1 023 156	864 071
Solde du compte courant	-185 095	-334 143	-412 492	-601 991	-704 289
Solde du compte courant (hors dons)	-810 455	-903 941	-955 355	-1 214 975	-1 133 011
PIB nominal	6 544 000	7 114 000	7 748 000	8 322 000	8 929 072
Solde courant (en % du PIB)	-2,8	-4,7	-5,3	-7,2	-7,9
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-12,4	-12,7	-12,3	-14,6	-12,7

Source : BCEAO

3 Au titre de l'année 2017, la fraction des transactions des services militaires de la MINUSMA et de BARKANE à imputer à la balance des paiements du Mali a été revue à la baisse, en tenant compte des dépenses effectuées en dehors du territoire.

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2017, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants et de l'aide publique au développement.



Source : BCEAO

1.1 Balance commerciale

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2017 par un déficit de 409.557 millions, en détérioration de 67.470 millions par rapport à 2016 où elles avaient affiché un déficit de 342.087 millions. Cette dégradation de 19,7% est imputable à l'augmentation de 3,8% des importations que n'a pas été compensée par la hausse de 0,6% des exportations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 80,5%, en détérioration de 2,5 points par rapport à 2016. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 21,2%, en repli de 1,0 point de pourcentage par rapport à 2016.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de biens	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895
Importations de biens (FOB)	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957	2 095 453
Balance commerciale de biens	-122 797	-251 295	-281 299	-342 087	-409 557
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	92,0	84,5	85,1	83,0	80,5
Degré d'ouverture commerciale (en %)	22,6	21,1	22,6	22,2	21,2

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées⁴ de l'année 2017, les exportations totales ont atteint 1.685.895 millions, en progression de 10.026 millions (ou 0,6%) par rapport au montant de 2016. Cet accroissement est lié à l'or et au coton fibre, les exportations des autres produits exportés, notamment les animaux vivants, ayant baissé sur la période.

Les réexportations de biens qui ont atteint 67.631 millions en 2017 concernent les biens de consommation courante exportés en Guinée ainsi que le carburéacteur à destination de plusieurs pays.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	455 034	456 474	602 655	555 496	510 176
dont réexportations	72 339	78 328	84 961	70 012	67 631
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	964 491	917 700	1 004 139	1 120 373	1 175 719
TOTAL EXPORT (FOB)	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895

Sources : BCEAO et INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est détérioré en 2017, en s'affichant à 5,8% contre 5,2% en 2016, en liaison avec l'augmentation de 11,9% du service de la dette.

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations totales	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895
Service de la dette publique extérieure	61 300	69 183	120 500	87 400	97 800
Service de la dette/export (en %)	4,3	5,0	7,5	5,2	5,8

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Trois principaux produits dominent les exportations du Mali, à savoir l'or non monétaire (69,7%), le coton fibre (13,3%) et les animaux vivants (6,5%).

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 55.346 millions (ou 4,9%) en 2017, en raison de la hausse du volume exporté et de la légère hausse du cours sur le marché international. Cependant, l'appréciation du FCFA par rapport au dollar a conduit à une baisse du prix moyen de vente obtenu par le secteur, qui est ressorti à 20.421,8FCFA/g en 2017, après 21.482,1 FCFA/g pour les sociétés industrielles, soit 4,9% de diminution par rapport à 2016. Les volumes d'or exportés ont augmenté de 2.719 kg ou 5,1% pour atteindre 55.621,5 kilogrammes en 2017. La hausse des exportations est imputable à l'augmentation de la production de Nampala⁵ et à l'entrée en exploitation de Fékola⁶, une très grande mine.

4 Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

5 Mine située dans la région de SIKASSO

6 Mine située dans la région de KAYES

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 223.415 millions en 2017, en augmentation de 35.847 millions ou 19,1% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette progression est induite par la hausse de 10,4% du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) qui est ressorti à 946,6 FCFA/kg en 2017 après 857,6 FCFA/kg la campagne précédente, suite à la hausse des cours du coton sur les marchés internationaux. De même, les volumes exportés sont ressortis en hausse de 17.294,3 tonnes ou 7,9% par rapport à l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la campagne 2016/2017.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 108.924 millions, en diminution de 6.790 millions (ou -5,9%) par rapport à la période précédente, suite à la baisse de la valeur unitaire de certaines espèces de bétail sur pied. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région.

Les exportations de mangues ont poursuivi leur repli, passant de 8.192 millions en 2016 à 7.430 millions en 2017, sous l'effet de la baisse de la production.

Quant aux exportations d'engrais, elles se sont repliées sur la période, en s'établissant à 43.808 millions, après 55.842 millions en 2016 (-21,5%). Les exportations d'engrais, qui constituent 2,6% des exportations totales, sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 19.298 millions en 2017, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

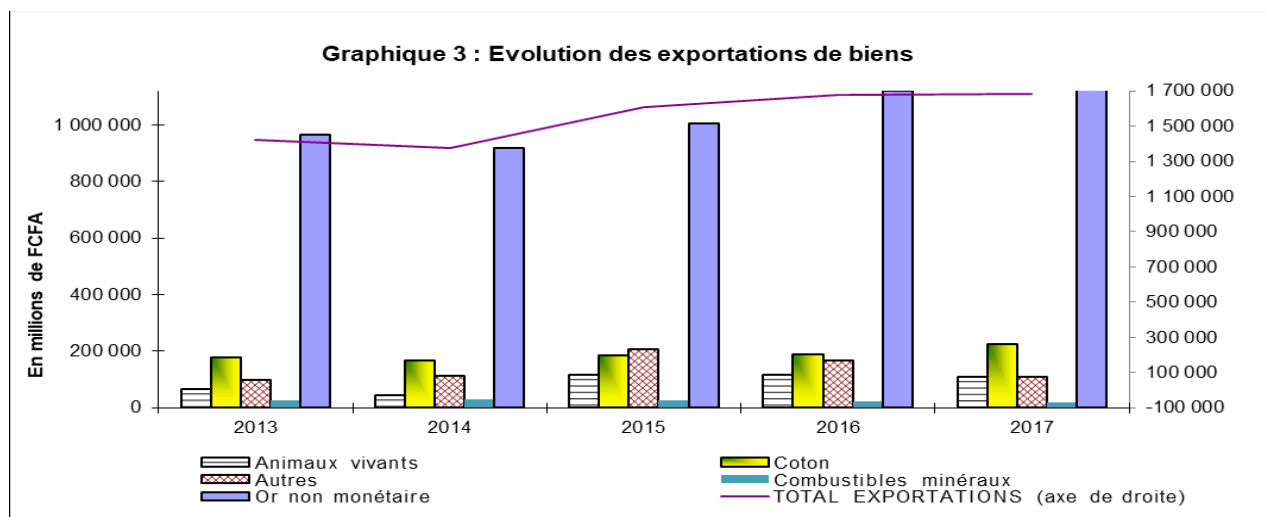
Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une diminution de 58.662 millions, notamment les produits alimentaires (produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs ainsi que les machines.

Tableau 8 : Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Coton	176 816	166 727	183 101	187 568	223 415
part en %	12,5	12,1	11,4	11,2	13,3
Or non monétaire	964 491	917 700	1 004 139	1 120 373	1 175 719
part en %	67,9	66,8	62,5	66,9	69,7
Animaux vivants	64 371	43 294	115 164	115 714	108 924
part en %	4,5	3,2	7,2	6,9	6,5
Combustibles minéraux	24 723	30 761	25 506	22 218	19 298
part en %	1,7	2,2	1,6	1,3	1,1
Engrais	77 291	94 171	61 397	55 842	43 808
part en %	5,4	6,9	3,8	3,3	2,6
Mangues	14 478	10 278	9 483	8 192	7 430
part en %	1,0	0,7	0,6	0,5	0,4
Autres	97 355	111 243	208 004	165 963	107 300
part en %	6,9	8,1	12,9	9,9	6,4
TOTAL EXPORTATIONS	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2013 et 2017.

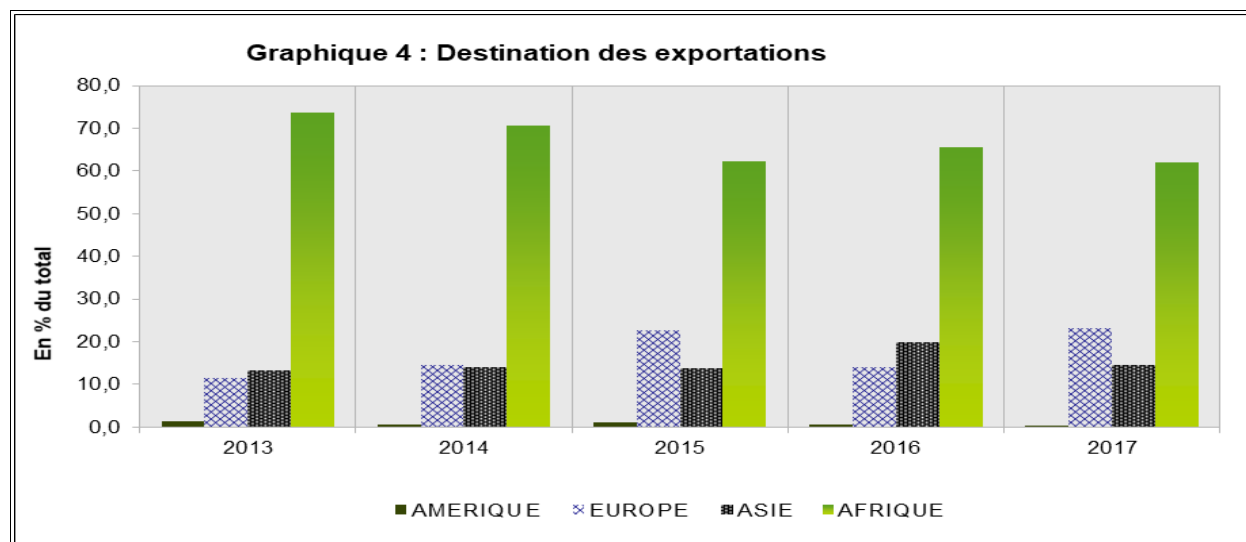


Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2017, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominent le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie, comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources : BCEAO et INSTAT

L'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 1.044.163 millions en 2017 (61,9% du total), montant inférieur à celui de l'année précédente qui était de 1.097.533 millions (65,5%). Ces exportations sont constituées, pour une grande part, d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 760.061 millions en 2017. Ce pays demeure la première destination des ventes d'or, la majorité des sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 2,6% du total des exportations vers l'Afrique, soit 0,6 point de moins qu'en 2016.

La part des pays de l'UEMOA a régressé, avec une valeur de 188.953 millions (11,2% des exportations totales) en 2017, après un montant de 268.769 millions en 2016. Ce niveau demeure faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en augmentation de 9,0 points, pour un montant de 390.950 millions en 2017 (23,2%), après 237.229 millions (14,2%) en 2016. Cette situation s'explique essentiellement par la progression des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 175.157 millions en 2016 à 325.461 millions en 2017. En dehors de la Suisse qui absorbe 83,2% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Italie et les Pays Bas) ressort à 16,8% en 2017. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

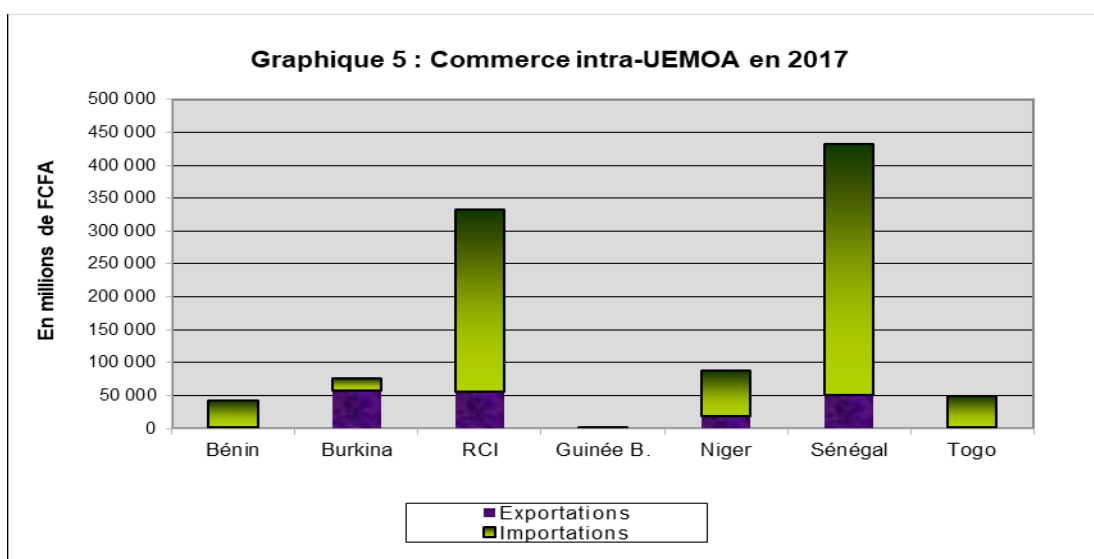
Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2017. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 244.238 millions en 2016, soit 14,5% du total, après 19,8% en 2016, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubai.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2016 et 2017, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 3,5% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 1.022.259 millions en 2017 contre 987.645 millions en 2016. La part des autres pays de l'Union dans les exportations totales du Mali s'est établie à 11,2% en 2017, après 16,0% en 2016.

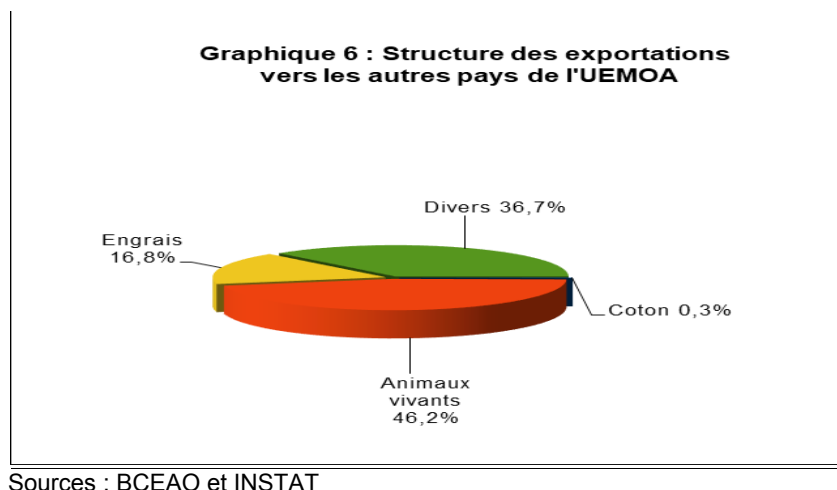
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -644.354 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 22,7% en 2017 contre 83,5% pour l'ensemble des partenaires commerciaux. Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est restée inchangée par rapport à l'année précédente, les animaux vivants occupant le premier rang. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 87.291 millions (-19,3% entre 2016 et 2017), soit 46,2% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 44,3% et 40,7% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont diminué de 12,0% entre 2016 et 2017, en s'établissant à 31.709 millions, soit 16,8% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2017 avec les autres pays de l'UEMOA.



Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens⁷

1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2017, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 3,8%, après la hausse de 6,9% enregistrée en 2016. Ainsi, les importations totales se sont établies à 2.494.586 millions, en accroissement de 92.257 millions par rapport à l'année 2016. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2013 et 2018.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Marchandises générales	1 880 880	1 935 080	2 247 720	2 402 330	2 405 561
Or non monétaire	0	1	5	0	0
Biens	1 880 880	1 935 081	2 247 725	2 402 330	2 494 586
Importations de biens / PIB	28,7	27,2	29,0	28,9	27,9

Sources : BCEAO et INSTAT

⁷ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie fait ressortir que le Mali importe la plupart des biens de consommation et d'équipement. En effet, les importations totales ont atteint 27,9% du PIB nominal de 2017. Les produits énergétiques constituent la part la plus importante des produits importés avec 27,3% du total des importations de 2017, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 22,4%, des matières premières et des biens intermédiaires (16,8%), des produits alimentaires (15,7%), des biens de consommation courante (12,7%) et des produits divers (5,0%).

L'accroissement de 77.496 millions (3,8%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés. S'agissant des produits pétroliers, l'impact de la hausse de 9,8% du volume importé a été accentué par celle de 18,0% du prix moyen à l'importation, avec une facture pétrolière qui affiche un montant FOB de 572.282 millions FCFA. L'augmentation du volume importé s'explique par la consommation des secteurs minier et de la production d'énergie thermique, constamment en hausse. Les autres catégories de biens ont enregistré des baisses suivantes : 1,8% pour les produits alimentaires et les biens de consommation courante, 3,9% pour les biens d'équipement et 2,7% pour les matières premières et les biens intermédiaires, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques. Ces évolutions découlent du ralentissement de l'activité dans certains secteurs.

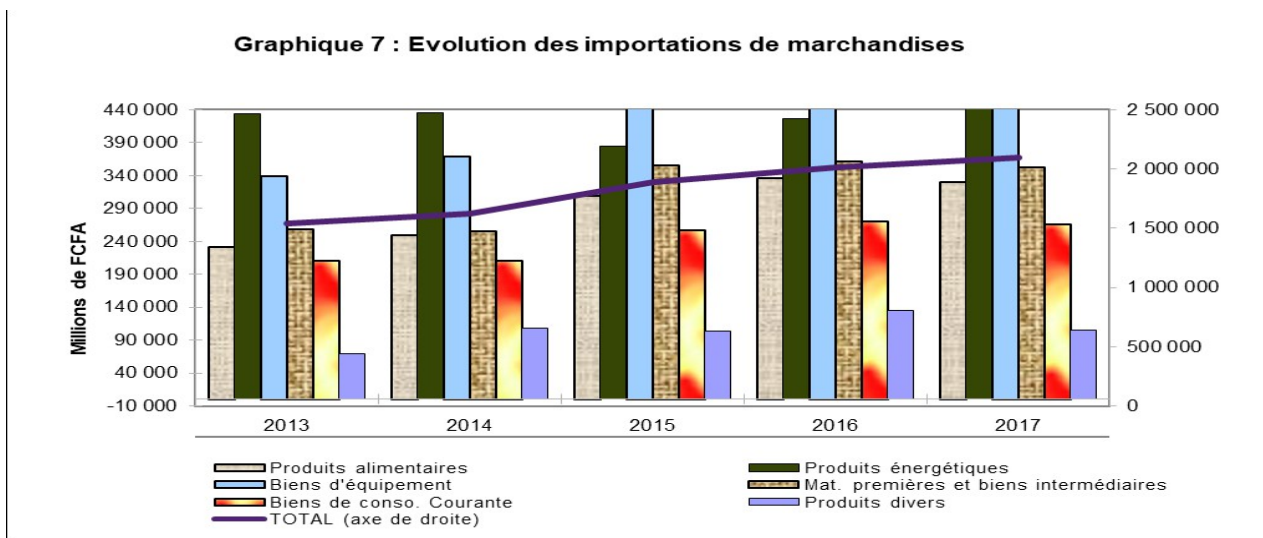
Tableau 10 : Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	231 041	248 738	308 518	335 960	329 967
part en %	15,0	15,3	16,3	16,6	15,7
Produits énergétiques	433 287	434 788	384 230	425 774	572 282
part en %	28,1	26,7	20,4	21,1	27,3
Biens d'équipement	339 330	368 540	479 688	489 426	470 278
part en %	22,0	22,7	25,4	24,3	22,4
Mat. premières et biens intermédiaires	258 918	255 006	354 967	361 595	352 002
part en %	16,8	15,7	18,8	17,9	16,8
dont ciment	85 008	83 804	127 646	119 109	105 782
Biens de consommation courante	210 084	210 107	257 600	270 159	265 288
part en %	13,6	12,9	13,6	13,4	12,7
Produits divers	69 663	108 290	103 089	135 041	105 635
part en %	4,5	6,7	5,5	6,7	5,0
TOTAL (axe de droite)	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957	2 095 453

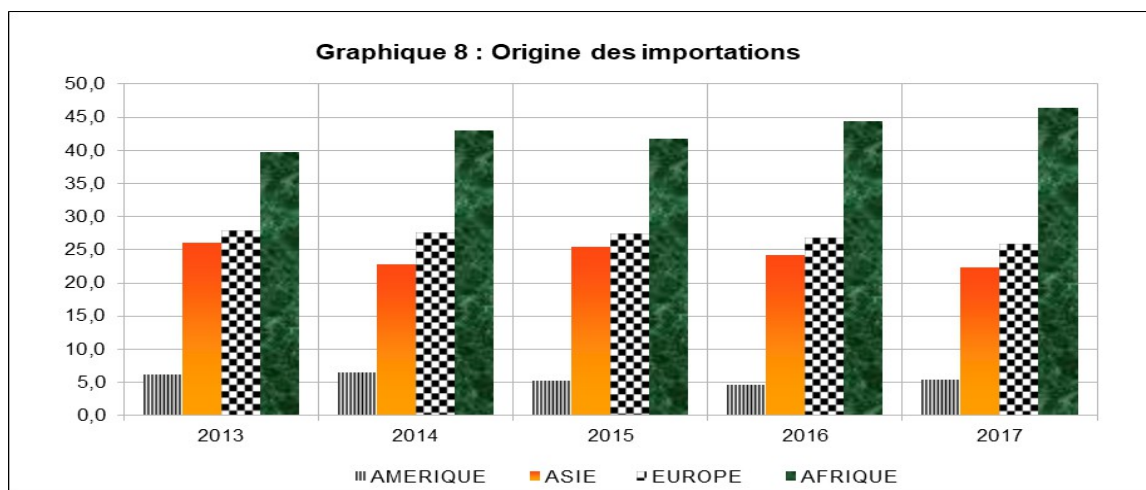
Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2013 et 2017.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivie de l'Europe et de l'Asie.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 46,3%, correspondant à un montant de 1.155.948 millions (en valeur CAF) contre 1.067.395 millions (44,4%), marquant ainsi une progression de 1,9 point de pourcentage, au détriment de l'Europe et de l'Asie. Les importations des autres pays de l'UEMOA (83,1% des importations en provenance de l'Afrique) ont enregistré une hausse de 104.948 millions (ou 12,3%) de leur valeur. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 25,9% des importations en 2017 (645.771 millions), soit 3,9 points de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 29,3% en 2017, après 30,5% en 2016.

Quant au continent asiatique, sa part s'est réduite de 1,7 point de pourcentage en ressortant à 21,5%,

pour un montant de 535.946 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde, le Japon et les Emirats Arabes Unis, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 5,5%, en augmentation de 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

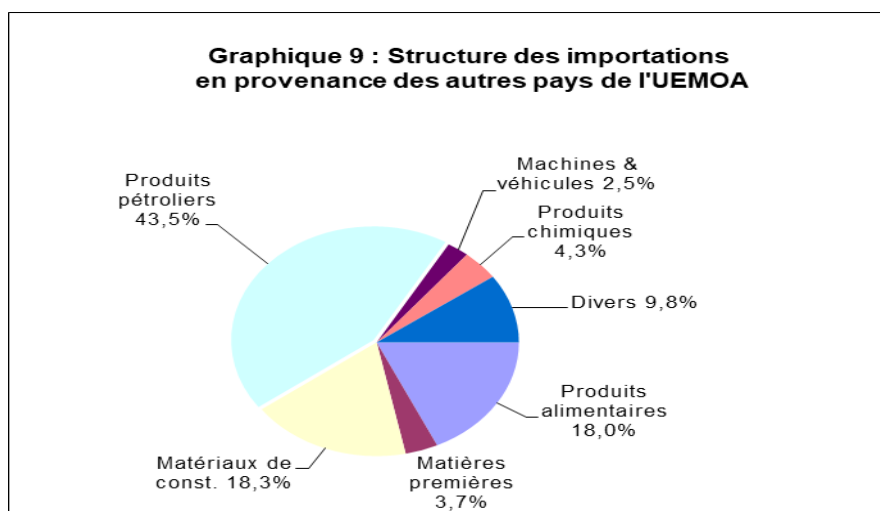
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des autres pays de l'Union dans les importations du Mali est ressortie à 39,8% (833.306 millions) en 2017 contre 35,6% (718.876 millions) en 2016. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations totales du Mali sont de 18,2% et 13,2% en 2017, après 14,4% et 14,0% en 2016. Le Togo occupe la 3^{ème} place avec 2,3% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (17,3% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (7,3%) et les produits alimentaires (7,2%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 63,3%, en matériaux de construction pour 43,2% et en produits alimentaires pour 45,5%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2017 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2017.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est réduit de 193.034 millions en 2017 par rapport à 2016 en se chiffrant à 867.954 millions, en liaison avec les services militaires⁸. Cette évolution s'explique notamment par une réévaluation de la part des transactions des services militaires de la MINUSMA et de BARKANE imputée à la balance des paiements. Hors services militaires, le déficit s'est accentué de 22.087 millions, la hausse de 3,4% des importations des autres services, notamment le fret, les services financiers et les autres services aux entreprises, n'ayant pas été entièrement compensée par les exportations de services qui ont augmenté de 8,6% sur la période.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Exportations de services	211 726	225 640	256 037	272 577	296 092
Importations de services	1 065 866	1 075 695	1 179 677	1 333 566	1 164 046
Balance des services	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988	-867 954

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, financiers et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

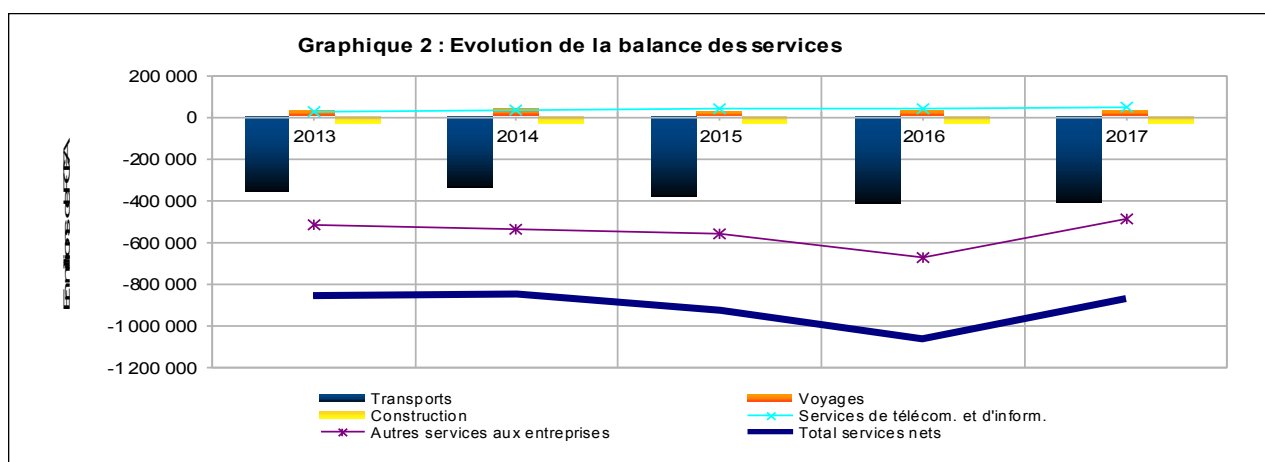
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12: Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Transports	-361 950	-344 948	-384 689	-421 804	-415 054
Dont fret	-319 749	-299 684	-342 665	-366 139	-376 266
Voyages	29 995	33 635	21 335	25 797	27 053
Autres services	-522 184	-538 742	-560 285	-664 981	-479 954
Total services nets	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988	-867 954

Source : BCEAO



Source : BCEAO

⁸ Voir la note de bas de page n°3 à la page 15

1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établies à 296.092 millions en 2017, après 272.577 millions en 2016, soit une hausse de 5,6%. Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 119.998 millions, en hausse de 0,9% par rapport à leur niveau de 2016, du fait de la faible augmentation du nombre de visiteurs internationaux, dont le nombre est passé de 190.301 en 2016 à 193.374 en 2017. Les voyageurs sont constitués, pour une grande part, de Maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels, dans le cadre des missions, notamment avec la présence de la MINUSMA.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont progressé de 29,8%, avec 10.809 visiteurs de plus que l'année 2016. Le Sénégal est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (37,3% des flux), suivie de la Côte d'Ivoire (34,8%) et du Burkina Faso (13,0%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont augmenté de 5,6% en 2017 en ressortant à 119.436 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, n'ont pas enregistré de flux depuis 2012, avec l'arrêt des activités de la compagnie aérienne nationale. En revanche, la composante fret par voie terrestre a enregistré des flux de 10.395 millions au titre de l'année 2017. Les biens et services reçus par les administrations publiques ont augmenté sur la période (56,1%) en s'affichant à 39.207 millions. Il s'agit des transactions des organismes publics non résidents et des missions internationales. Par contre, les flux créditeurs de services financiers ont enregistré un repli de 6.051 millions au cours de la période.

1.2.2 Importation de services

Les importations de services se sont repliées de 12,7% en 2017, en s'établissant à 1.164.046 millions, après 1.333.566 millions en 2016, en liaison avec les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, enregistrés au niveau des biens et services non inclus ailleurs. Avec la réévaluation de la part des transactions des services militaires de la MINUSMA et BARKANE imputée à la balance des paiements, 393.977 millions ont été inscrits au titre de ce service en 2017, après 589.069 millions en 2016.

Après les services des administrations publiques, les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé à 386.661 millions en 2017, en hausse de 3,8 % par rapport à 2016, à la suite de l'augmentation des importations de marchandises⁹. Les flux de transport de passagers, en s'affichant à 41.089 millions, représentent une proportion de 5,3% des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

⁹ Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 15,5%, depuis l'étude sur l'actualisation du taux de fret dans les pays de l'UEMOA

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (12,0% hors services militaires en 2017), avec un montant de 92.944 millions. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger. Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages se sont chiffrés à 31.939,3 millions (34,4% du total des voyages), après 35.577 millions en 2016, marquant ainsi une diminution de 10,2%. Le Sénégal a été la destination privilégiée des Maliens avec 49,3% des flux de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (34,5%) et du Burkina Faso (34,0%).

Les importations de services financiers et d'assurance ont enregistré une hausse de 9.536 millions en 2017 (40,7%), tandis que celles des autres services aux entreprises ont affiché une progression de 15.118 millions (18,0%). Ces augmentations découlent de la hausse des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des télécommunications, des mines ainsi par certaines institutions sous-régionales.

1.3. Compte de revenu primaire

En 2017, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 290.849 millions, après un déficit de 222.072 millions l'année précédente, en détérioration de 68.777 millions (-31,0%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.049 millions, après 1.199 millions en 2016, marquant ainsi un repli de 12,5%. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des flux débiteurs (23,7%) de rémunération des salariés, du fait de l'accroissement de l'activité dans certains secteurs, compensée en partie par celle des flux créditeurs (21,4%).

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accru de 65.130 millions en 2017, avec un solde ressorti à -289.352 millions contre -224.222 millions en 2016. Cette détérioration de 29,0% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs qui constituent 88,9% de ce poste en 2017, avec un montant net de 257.307 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des titres de participation, qui se déclinent en dividendes distribués pour 137.010 millions (57,1%) et en bénéfices réinvestis pour 103.148 millions (42,9%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs du secteur aurifère (49,5%), des télécommunications (41,9%), du secteur bancaire (4,8%) ainsi qu'au secteur manufacturier (3,0%), principales activités attrayantes de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 41.592 millions de revenus d'investissements de portefeuille en 2017 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances, contre 24.097 millions en 2016. En revanche, les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents ont atteint 23.359 millions dont 5,4% de dividendes sur titres de participation et 94,6% d'intérêts payés.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 28.200 millions après 26.200 millions en 2016. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque Mondiale (22,2%), de la BAD (11,9%), de la BOAD (11,5%), de la BID (4,6%), de la Chine (15,6%), de l'Inde (6,1%), de l'Arabie Saoudite (2,9%) et du Koweït (2,8%).

Concernant les autres revenus primaires, le solde négatif en 2017 s'explique par la hausse des loyers versés par le Gouvernement malien.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Rémunération des salariés	1 117	2 576	1 341	1 199	1 049
Revenus des investissements	-213 447	-197 391	-173 483	-224 222	-289 352
Revenus des investissements directs	-193 587	-180 253	-160 936	-197 606	-257 307
Revenus des investissements de portefeuille	2 280	6 120	10 859	176	18 233
Revenus des autres investissements	-22 140	-23 258	-23 405	-26 792	-50 278
dont intérêts sur dette publique extérieure	-18 400	-17 200	-23 693	-26 200	-28 200
Revenus des avoirs de réserve	0		0	0	0
Autres revenus primaires	-1 357	4 803	-2 703	951	-2 546
TOTAL DES REVENUS	-213 687	-190 012	-174 845	-222 072	-290 849

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

A fin 2017, l'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une diminution de 15,5% par rapport à 2016. Cette évolution découle essentiellement du secteur de l'administration publique dont les flux ont été revus à la baisse¹⁰. L'évolution du revenu secondaire entre 2013 et 2017 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Administration publique	625 359	569 798	542 863	612 984	428 722
dont aide budgétaire	110 810	70 200	46 400	45 500	48 600
Autres secteurs	380 169	387 420	424 428	410 172	435 349
dont envois de fonds des travailleurs (net)	374 652	379 587	403 060	393 988	422 846
fonds reçus (crédit)	423 445	433 697	460 239	471 162	490 983
fonds émis (débit)	-48 793	-54 110	-57 179	-77 175	68 137
REVENU SECONDAIRE NET	1 005 528	957 218	967 291	1 023 156	864 071

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 428.722 millions, après 612.984 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 391.085 millions de ressources mobilisées dans le cadre des missions d'assistance militaire. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 48.600 millions au titre de l'aide budgétaire, après 45.500 millions en 2016 mobilisé au titre du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD). Il est à noter que les partenaires techniques et financiers privilégient de plus en plus les appuis sectoriels au détriment de l'aide budgétaire globale. Au titre de l'année 2017, l'aide budgétaire provient essentiellement de l'Union Européenne.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets ont atteint un montant de 435.349 millions en 2017, en hausse de 6,1% par rapport à leur niveau de 2016. Cette évolution découle de la progression de 7,3% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 422.846 millions. Les flux créditeurs se sont établis à 490.983 millions, après 471.162 millions pour l'année 2016, soit une hausse de 4,2%, dont environ 35,0% de flux transitant par les canaux informels. Une proportion de 26,4% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 46,4% des pays de la Zone euro et 27,2% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 36,8%, 17,6% et 15,2% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources de provenance.

Par ailleurs, les subventions reçues par les autres secteurs du pays se sont repliées de 22,7% par rapport à leur niveau de 2016, en ressortant à 12.503 millions après 16.184 millions un an auparavant. Il s'agit notamment d'aides d'organisations non gouvernementales au titre de la coopération internationale.

¹⁰ Voir la note de bas de page n°3 à la page 15

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2017, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 150.108 millions, marquant ainsi une augmentation de 25.878 millions (20,8%) par rapport à son niveau de 2016. Cette amélioration découle de la hausse de la mobilisation des ressources des partenaires techniques et financiers.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-802	-1 978	-3 925	-3 439	-2 070
Transferts de capital	130 136	116 066	206 382	127 669	152 178
Administrations publiques	105 310	96 679	178 672	104 729	113 957
dont remises de dettes (PPTE)	25 500	14 900	59 872	17 729	18 228
Autres secteurs	24 826	19 387	27 710	22 940	38 221
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	129 334	114 088	202 457	124 230	150 108

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -2.070 millions, après -3.439 millions en 2016.

2.2 Transferts en capital

Ces transferts correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Ainsi, les dons projets, y compris sectoriels (hors remise de dettes) se sont établis à 95.600 millions en 2017, après 87.000 millions en 2016, soit une hausse de 9,9%. Ces subventions proviennent de la Banque Mondiale (22,4%), de la Belgique (15,4%), de l'Allemagne (10,0%), du Fonds Africain de Développement (8,5%), de l'Union Européenne (8,2%), du Danemark (7,8%), de la Banque Mondiale (6,8%) et de divers partenaires techniques et financiers. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures routières, des équipements et de la planification/décentralisation. La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 18.228 millions, après 17.729 millions en 2016. Le Mali n'a pas bénéficié d'autres remises de dettes, contrairement à l'année 2015 où la France avait consenti au Mali l'annulation de la dette monétaire pour un montant de 42.506 millions.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 38.221 millions a été mobilisé. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des Institution sans but lucratif au service de ménages.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier recense les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2017, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de -417.377 millions, après -197.506 millions en 2016, du fait du repli des actifs financiers (-48,0%), concomitamment à la hausse des passifs financiers. Ce solde correspond à 123.939 millions d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 541.316 millions d'accroissement net des passifs (+24,3%).

Tableau 16 : Compte financier

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs	-150 681	-70 903	-114 195	-153 758	-318 338
Investissements de portefeuille	-504	-88 898	-63 677	-137 594	-16 659
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	13 290	53 495	15 925	93 846	-82 380
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-137 896	-106 306	-161 947	-197 506	-417 377

Source : BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 325.602 millions (211.250 millions en 2016), qui se décompose en titres de participations et bénéfices réinvestis pour 212.751 millions (65,3%) et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 112.8515 millions (34,7%). La hausse de 54,1% des flux reçus d'investissements directs s'explique, d'une part, par les emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mères pour financer les gros investissements, notamment la construction de mines et, d'autre part, les réinvestissements de bénéfices et les recapitalisations dans les secteurs bancaire et des télécommunications. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 76,2% à l'augmentation des investissements directs, le secteur de l'intermédiation financière pour 12,1% et le secteur des télécommunications pour 7,9%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume-Uni, de l'Afrique du Sud, des Iles Vierges Britanniques et de la France. Ils sont essentiellement dédiés aux secteurs minier, du commerce et de la construction. Les remboursements d'emprunts ont été enregistrés au Royaume-Uni, au Canada et en Australie, pour le secteur minier.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 7.264 millions en 2017, qui correspondent à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes, au titre des entreprises d'investissement direct. Il s'agit notamment des investissements dans le secteur bancaire.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -16.659 millions, après -137.594 millions en 2016. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 135.013 millions en 2016 à 16.075 millions en 2017. A fin 2017, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents a été de 370.341 millions (353.983 millions à fin 2016), avec 41.693 millions pour les bons du Trésor et 328.648 millions pour les obligations. A fin 2017, six émissions de bons et trente-deux émissions d'obligations effectuées par le Trésor n'étaient pas échues. Les vingt-neuf émissions réalisées au cours de l'année ont permis de mobiliser 203.490 millions auprès des banques des autres pays de l'Union, correspondant à 46,9% du total.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de 481 millions et les acquisitions nettes se sont chiffrées à -123 millions, correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à -82.380 millions, qui se déclinent en accroissement net de créances de 116.779 millions (181.310 millions en 2016) et en augmentation nette des engagements de 199.159 millions (87.464 millions en 2016).

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint 108.754 millions en 2017, après 136.701 millions en 2016, tandis que les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis en baisse de 228 millions. Une part importante de ces montants est constituée de recettes d'exportation non rapatriées.

Le passif des autres secteurs, qui s'est inscrit à 77.964 millions en 2017, a enregistré des augmentations nettes de 70.544 millions de prêts et de 6.280 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 136.700 millions après 88.709 millions en 2016, résultant de 206.300 millions de tirages de prêts et de 69.600 millions d'amortissement. Il n'a pas été enregistré d'arriérés de paiement sur la dette en 2017. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (47,2%), du Fonds Africain de Développement (16,7%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (12,0%) et de partenaires bilatéraux (Chine, Koweït et Inde essentiellement). En outre, le Mali a bénéficié de tirages nets sur les ressources du FMI à hauteur de 15.506 millions, au titre de la Facilité élargie de crédit.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont consolidés sur la période, marquant une augmentation de 78.935 millions, après la baisse de 303.886 millions enregistrée en 2016. En effet, l'évolution des créances extérieures de la Banque Centrale fait ressortir une hausse de 103.204 millions, après une diminution de 235.098 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la progression de 97.930 millions des autres actifs extérieurs, qui sont constitués, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union. S'agissant des avoirs officiels de réserve, ils n'ont enregistré qu'une hausse de 215 millions sur la période.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 24.270 millions, après 68.788 millions en 2016, en liaison avec la hausse des deux principales composantes. En effet, l'encours des crédits du FMI a augmenté de 8.402 millions en 2017, avec les tirages effectués dans le cadre de la Facilité élargie de crédit. De même, les autres engagements ont augmenté de 15.868 millions.

Tableau 17 : Variation des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Créances sur les non-résidents	-47 393	-144 338	-82 998	-235 098	103 204
Avoirs officiels de réserve	-1 929	6 589	55 438	12 827	215
dont DTS détenus	-2 277	3 590	-193	-10 349	12 393
Autres actifs extérieurs	-43 187	-154 517	12 247	-247 925	97 930
Engagements envers les non-résidents	17 658	6 192	7 505	68 788	24 270
Recours aux crédits du Fonds	16 324	6 691	6 802	25 115	8 402
Autres engagements extérieurs	1 334	-499	178 945	43 820	15 868
Actifs extérieurs nets	-65 051	-150 530	-90 503	-303 886	78 935

Source : BCEAO

4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en baisse de 180.438 millions, après celle de 13.941 millions en 2016, en raison d'une diminution des créances extérieures.

En effet, les créances extérieures des autres institutions de dépôts ont baissé de 113.820 millions, imputable aux dépôts et aux autres créances sur l'extérieur. Une importante partie de ces créances est constituée d'investissements sur le marché régional des titres. Le stock de titres de créances étrangères détenus par les banques a diminué de 44.755 millions à fin 2017, tandis qu'au niveau des engagements, il est noté un accroissement de 142.537 millions des crédits et un repli de 76.329 millions des dépôts.

Tableau 18 : Evolution des créances et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Créances sur les non-résidents	126 471	173 295	73 129	81 417	-113 820
dont dépôts	-17 794	28 890	-40 726	66 007	-71 871
Engagements envers les non-résidents	1 793	177 730	749	95 358	66 618
dont dépôts	1 793	177 730	-298 813	101 588	-76 329
dont crédits	-1 919	126 533	-48 647	-12 572	142 537
Actifs extérieurs nets	124 678	-4 435	72 380	-13 941	-180 438

Source : BCEAO

4.3 Actifs extérieurs nets des institutions de dépôt

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 101.503 millions en 2017, après 317.827 millions en 2016. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2013 et 2017.

Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Variation AEN Autres institutions de dépôt	124 678	20 513	15 466	-13 941	-180 438
Variation AEN Banque centrale	-60 559	-153 546	-102 046	-303 886	78 935
SOLDE GLOBAL	64 120	-133 033	-86 580	-317 827	-101 503

Source : BCEAO

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2017, la PEG du Mali a affiché un montant de -4.307.522 millions, en détérioration de 507.807 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus importante du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par la hausse du stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.445.925 millions à fin 2017, en hausse de 250.430 millions (ou 20,9%) par rapport à 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au titre des avoirs de réserves et des autres investissements, notamment les prêts accordés par les autres institutions de dépôts, dont les stocks se sont accrus respectivement de 139,1% et 268,7%. En revanche, les stocks d'investissement de portefeuille et de monnaie et dépôts se sont contractés de 8,0% et 29,3% respectivement.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 5.753.446 millions à fin 2017, en hausse de 758.237

millions (ou 15,2%) par rapport à l'année précédente, en liaison essentiellement avec l'augmentation des engagements de l'ensemble des postes, à l'exception de la monnaie fiduciaire et des dépôts. En particulier, les investissements directs et les prêts ont marqué des augmentations respectives de 17,1% et 20,6%. Le stock d'engagements au titre des prêts (y compris la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 2.675.200 millions à fin 2017, marquant une hausse de 456.134 millions sur une année.

Le ratio de la PEG rapportée au PIB est ressorti à -48,2%, après un niveau de -44,0% un an plus tôt.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette¹¹

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 195 494	-5 809	1 445 925
1	Investissements directs	71 939	0	79 202
2	Investissements de portefeuille	561 481		516 843
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	312 589	0	361 352
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	242 952		171 873
4.3	Prêts	41 378		152 570
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0		1 470
4.5	Crédits commerciaux	9 011		8 572
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	19 248		26 867
5	Avoirs de réserves	249 486	-5 809	488 528
5.1	Or monétaire	0		0
5.2	Droits de tirage spéciaux	46 884	-4 386	59 276
5.3	Position de réserve au FMI	31 136	-1 423	19 234
5.4	Autres avoirs de réserve	171 466		410 017
B	Stocks de passifs financiers	4 995 209	-12 254	5 753 446
1	Investissements directs	1 874 848		2 195 821
2	Investissements de portefeuille	374 387		395 098
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	2 745 975	-12 254	3 162 527
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	240 427		34 541
4.3	Prêts	2 219 067	-7 104	2 675 200
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0		0
4.5	Crédits commerciaux	53 806		60 086
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	157 917		323 092
4.7	Droits de tirage spéciaux	74 758	-5 151	69 607
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-3 799 715	6 445	-4 307 522

Source : BCEAO

11 Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières avec les autres pays du monde, au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 76,3%, contre 20,7% pour les pays de l'Union et 3,0% pour les pays de la zone euro, après respectivement 76,2%, 19,2% et 4,6% en 2016.

Au titre des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 45,2%, contre 51,8% pour les pays de l'Union et 3,0% pour les pays de la zone euro, après 52,4%, 46,9% et 0,7% respectivement en 2016.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	748 565	43 338	654 022	1 445 925
1	Investissements directs	50 407	1 447	27 348	79 202
2	Investissements de portefeuille	515 280	819	743	516 843
3	Dérivés financiers	0			0
4	Autres investissements	166 700	41 072	153 580	361 352
5	Avoirs de réserves	16 177	0	472 350	488 528
5.1	Or monétaire				0
5.2	Droits de tirage spéciaux			59 276	59 276
5.3	Position de réserve au FMI			19 234	19 234
5.4	Autres avoirs de réserve	16 177	0	393 840	410 017
B	Stocks de passifs financiers	1 192 135	171 002	4 390 309	5 753 446
1	Investissements directs	216 846	68 306	1 910 669	2 195 821
2	Investissements de portefeuille	370 413	10 754	13 930	395 098
3	Dérivés financiers	0	0		0
4	Autres investissements	604 876	91 942	2 465 710	3 162 527
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-443 570	-127 664	-3 736 287	-4 307 522

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu majoritairement par les autres institutions de dépôts (48,4%) à travers les investissements de portefeuille (plus du tiers des actifs) et les autres investissements. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, dispose de 33,8% des actifs. Le reste des actifs financiers, soit 17,7%, est détenu essentiellement par les sociétés non financières dont les avoirs sont constitués d'investissements directs, de dépôts et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (42,4%), les sociétés non financières (41,9%) et, dans une moindre mesure, les autres institutions de dépôts (7,3%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	488 528	699 521	0	257 876	2 126	255 750	1 445 925
1	Investissements directs				79 202		79 202	79 202
2	Investissements de portefeuille		514 662		2 181	656	1 525	516 843
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	0	184 859	0	176 493	1 470	175 023	361 352
5	Avoirs de réserves	488 528	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	488 528
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	59 276	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	59 276
5.3	Position de réserve au FMI	19 234	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	19 234
5.4	Autres avoirs de réserve	410 017	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	410 017
	Stocks de passifs financiers	485 162	420 786	2 439 405	2 408 093	73	2 408 020	5 753 446
1	Investissements directs				2 195 821		2 195 821	2 195 821
2	Investissements de portefeuille		19 697	370 341	5 059	73	4 986	395 098
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	485 162	401 089	2 069 064	207 212		207 212	3 162 527
	Position extérieure globale nette	3 366	278 735	-2 439 405	-2 150 217	2 053	-2 152 270	-4 307 522

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les comptes extérieurs du Mali ont été caractérisés par :

- une détérioration de 17,0% du déficit courant ;
- une hausse de 20,8% de l'excédent du compte de capital ;
- une augmentation de 107,0% des entrées nettes de capitaux.

Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 554.182 millions qui n'a pas été entièrement couvert par les entrées de capitaux. En effet, ces dernières ont été impactées par des sorties au titre des dépôts à l'extérieur du secteur privé à hauteur de 116.779 millions. En outre, les investissements directs (participations et instruments de dette), les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique et du secteur privé ont permis de financer les besoins à hauteur de 534.156 millions.

En définitive, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 101.503 millions et la position extérieure globale nette du Mali s'est dégradée de 507.807 millions.

Il devient impératif de contenir le déficit du compte courant et inverser la tendance du solde global déficitaire persistant depuis quatre années. Outre les mesures en cours pour assurer le rapatriement des recettes d'exportation, l'accent devrait être mis sur les stratégies de politique économique ci-après :

- l'accroissement et la diversification de la base de produits exportables, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, entres autres, la modernisation de la filière de l'élevage ;
- l'appui à la création d'entreprises de service dans des créneaux spécialisés, à travers des mesures incitatives pour soutenir les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions orientées vers l'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme l'agriculture et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	41
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	48
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	48
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	48
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	49
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	49
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	49
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	50
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	51
Tableau A7 :	Exportations communautaires	52
Tableau A8 :	Importations communautaires	52
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	53
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	53
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	54
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	54
Tableau A13 :	Orientation géographique des flux d'investissements directs étrangers reçus	55
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2013 à 2017 (optique BCEAO)	56
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2013 à 2017	59
Tableau A16 :	Balance des paiements du Mali de 2013 à 2017 (détaillée)	62

Annexes

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux

réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par

exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'étranger : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Il n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD,

de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	619 125	474 787	376 991	102 780	347 631	244 851
Ajustements/Autres flux	-463	-463				0
Total avoirs en balance des paiements	618 662	474 324	376 991	102 780	347 631	244 851
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	137 595	152 881	162 255	195 003	355 769	160 766
dont Allocation DTS	65 495	69 950	74 611	74 758	69 607	-5 151
Ajustements/Autres flux	1 624	0				
Total engagements en balance des paiements	73 723	82 931	87 644	120 245	286 162	165 917
AVOIRS EXTERIEURS NETS	544 939	391 393	289 347	-17 465	61 469	78 935

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	556 148	729 179	790 252	871 106	760 964	-110 142
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-7 458	-8 101	-7 659	-7 591	-9 928	-2 337
Débiteurs divers	334	311	224	459	469	10
Divers-comptes d'ordre	0	5	0	0	66	66
Billets externes UMOA	7 152	7 720	9 782	9 395	9 247	-148
Ajustements						
Total avoirs en balance des paiements	556 176	729 114	792 599	873 369	760 818	-112 551
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	279 409	428 438	469 430	554 503	612 135	57 632
Comptes exigibles après encaissement	-9 579	-14 778	-17 138	-18 047	-22 192	-4 145
Dépôts des Maliens de l'extérieur	137 299	146 602	156 553	164 166	178 487	14 322
Versement à effectuer/ titres de placement	0	0	0	0	0	0
Créditeurs divers	1 286	578	14	22	28	6
Divers-comptes d'ordre	0	0	0	0	72	72
Ajustements						
Total engagements en balance des paiements	408 415	560 840	608 859	700 644	768 530	67 887
AVOIRS EXTERIEURS NETS	147 761	168 274	183 740	172 725	-7 712	-180 438

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Coton	177 957	162 840	188 710	157 677	200 049
Pierres et métaux précieux	928 872	943 159	1 043 399	1 300 175	1 286 966
Animaux vivants	64 371	17 318	115 164	135 224	108 924
Autres	200 427	236 344	266 056	189 341	141 759
Total statistiques du commerce extérieur	1 371 625	1 359 661	1 613 328	1 782 416	1 737 698
Ajustements de champ (non contrôlé)	32 244	29 973	32 726	73 228	59 436
Ajustements de valeur	15 655	-15 459	-39 260	-179 774	-111 238
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017
Produits alimentaires	281 758	296 117	385 869	368 373	378 799
Produits énergétiques	528 398	517 604	480 563	506 874	656 975
Biens de conso. Courante	256 200	250 127	322 185	305 567	304 549
Biens d'équipement	413 817	438 738	599 954	549 080	539 876
Matières premières et biens intermédiaires	315 753	303 579	443 964	408 888	404 095
Produits divers	92 152	132 413	128 936	141 385	121 267
Total statistiques du commerce extérieur	1 888 077	1 938 578	2 361 470	2 280 168	2 405 561
Ajustements de champ (informel)	77 038	134 004	-47 391	195 014	218 907
Ajustements de champ (autres)	-84 235	-137 500	-66 350	-72 852	-129 881
Imports de marchandises gles ajustées CAF	1 880 880	1 935 082	2 247 729	2 402 330	2 494 586
Fret	-319 750	-299 938	-348 398	-372 361	-386 661
Assurance sur marchandises	-18 809	-9 675	-11 239	-12 011,65	-12 473
IMPORTATIONS FOB	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957	2 095 453

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2015			2016			2017		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	95 127	363 565	22,6	93 869	237 229	14,2	82 433	390 950	23,2
Union Européenne	88 500	66 029	4,1	59 010	44 436	2,7	24 910	23 111	1,4
<i>ZONE EURO</i>	74 182	53 948	3,4	43 561	39 711	2,4	21 745	20 053	1,2
<i>France</i>	36 913	18 951	1,2	18 017	11 338	0,7	5 982	5 546	0,3
Allemagne	7 226	4 199	0,3	2 194	2 869	0,2	1 786	1 855	0,1
Italie	8 366	9 197	0,6	6 771	7 307	0,4	3 174	2 963	0,2
Pays-Bas	9 034	9 814	0,6	8 125	7 459	0,4	5 724	4 213	0,2
Belgique	2 066	2 453	0,2	8 453	2 960	0,2	604	2 296	0,1
Autres pays européens de l'U	12 614	11 004	0,7	14 162	3 955	0,2	1 448	1 296	0,1
<i>Royaume-Uni</i>	1 705	1 078	0,1	1 287	770	0,0	1 716	1 762	0,1
Autres pays d'Europe	6 626	297 535	18,5	34 859	192 792	11,5	57 523	367 838	21,8
<i>Dont Suisse</i>	2 382	288 791	18,0	3 180	180 105	10,7	2 687	325 461	19,3
Russie	4 244	8 744	0,5	12 454	2 897	0,2	2 719	660	0,0
AFRIQUE	785 453	1 002 068	62,4	478 586	1 097 533	65,5	579 836	1 044 163	61,9
CEDEAO	698 472	285 666	17,8	433 607	287 711	17,2	518 480	202 034	12,0
<i>UEMOA</i>	638 401	256 979	16,0	396 206	268 769	16,0	495 126	188 953	11,2
<i>Bénin</i>	1 041	8 649	0,5	5 343	11 175	0,7	2 292	2 314	0,1
Burkina	349 489	44 467	2,8	198 597	65 958	3,9	208 206	58 305	3,5
Côte d'Ivoire	135 156	90 694	5,6	92 484	77 250	4,6	91 542	56 770	3,4
Guinée Bissau	10	124	0,0	19	81	0,0	0	310	0,0
Niger	6 796	10 905	0,7	6 578	14 952	0,9	6 217	19 482	1,2
Sénégal	139 423	92 068	5,7	86 625	94 159	5,6	176 874	50 495	3,0
Togo	6 486	10 072	0,6	6 560	5 195	0,3	9 995	1 277	0,1
Autres pays de la CEDEAO	60 071	28 687	1,8	37 401	18 942	1,1	23 354	13 081	0,8
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	106	24	0,0	0	0	0,0	53	34	0,0
Ghana	25 577	1 742	0,1	16 398	2 798	0,2	11 507	3 060	0,2
Guinée Conakry	30 797	26 443	1,6	19 130	15 370	0,9	10 763	9 767	0,6
Libéria	24	47	0,0	353	346	0,0	0	0	0,0
Nigéria	1 351	161	0,0	1 497	416	0,0	1 028	199	0,0
Sierra Leone	2 217	269	0,0	23	12	0,0	3	21	0,0
Autres pays d'Afrique	86 981	716 403	44,6	44 979	809 822	48,3	61 356	842 129	50,0
Algérie	2 996	2 464	0,2	40	18	0,0	1	1	0,0
Maroc	45 746	11 313	0,7	30 385	9 644	0,6	20 327	5 933	0,4
Tunisie	786	384	0,0	343	128	0,0	185	197	0,0
Caméroun	2	7	0,0	146	107	0,0	10	14	0,0
Kenya	1	2	0,0	4	6	0,0	11	39	0,0
Afrique du Sud	1 075	694 897	43,2	2 348	793 341	47,3	1 556	827 745	49,1
AMERIQUE	8 722	16 550	1,0	10 323	6 752	0,4	2 095	5 651	0,3
Canada	3 032	1 129	0,1	8 102	1 867	0,1	24	111	0,0
Etats-Unis	5 507	15 211	0,9	2 186	4 823	0,3	2 047	5 467	0,3
Autres pays d'Amérique	184	210	0,0	35	62	0,0	23	73	0,0
ASIE	286 820	222 567	13,9	231 775	331 192	19,8	286 822	244 238	14,5
Chine	66 019	23 285	1,4	41 700	17 525	1,0	61 664	10 946	0,6
Hong-Kong	36	152	0,0	31	336	0,0	0	13	0,0
Inde	44 449	39 355	2,4	37 642	27 910	1,7	33 491	43 744	2,6
Japon	1 099	5 691	0,4	983	4 059	0,2	364	3 764	0,2
Taïwan	3 224	2 339	0,1	901	732	0,0	1 615	1 327	0,1
Thaïlande	24 398	19 271	1,2	11 858	9 459	0,6	16 663	14 138	0,8
Emirates arabes unis	2 153	17 137	1,1	730	82 525	4,9	2 899	27 163	1,6
Autres pays d'Asie	145 442	115 336	7,2	137 931	188 647	11,3	170 126	143 143	8,5
OCEANIE	687	2 044	0,1	344	3 164	0,2	345	894	0,1
Dont: Australie-Nouvelle Zélan	687	2 044	0,1	5	6	0,0	345	894	0,1
TOTAL GENERAL	1 176 808	1 606 794	100,0	814 897	1 675 870	100,0	951 530	1 685 895	100,0

TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations

(Volume en tonnes, Valeur en millions F C F A)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2015			2016			2017		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	990 622	617 467	27,5	1 126 127	643 690	26,8	1 195 620	645 771	25,9
<i>Union Européenne</i>	839 434	588 623	26,2	782 278	566 594	23,6	613 916	491 125	19,7
<i>ZONE EURO</i>	724 243	488 659	21,7	664 737	509 708	21,2	555 619	453 099	18,2
France	305 009	199 082	8,9	304 647	196 582	8,2	287 113	189 432	7,6
Allemagne	128 404	91 441	4,1	79 003	100 537	4,2	56 542	80 910	3,2
Italie	76 019	51 563	2,3	40 302	39 614	1,6	48 806	36 586	1,5
Pays-Bas	77 375	40 496	1,8	39 779	33 346	1,4	85 249	82 135	3,3
Belgique	58 777	36 792	1,6	99 876	43 997	1,8	31 102	26 631	1,1
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	109 334	66 513	3,0	114 850	42 685	1,8	55 110	26 950	1,1
Royaume-Uni	5 858	33 451	1,5	2 692	14 201	0,6	3 187	11 076	0,4
<i>Autres pays d'Europe</i>	151 188	28 844	1,3	343 849	77 096	3,2	581 704	154 646	6,2
Dont Suisse	5 038	6 844	0,3	4 049	3 398	0,1	130 532	56 811	2,3
Russie	146 150	22 000	1,0	197 412	36 777	1,5	206 261	29 005	1,2
AFRIQUE	4 556 389	940 104	41,8	4 439 368	1 067 395	44,4	4 204 826	1 155 948	46,3
<i>CEDEAO</i>	4 300 879	809 532	36,0	4 078 023	909 320	37,9	3 842 061	1 011 977	40,6
<i>UEMOA</i>	4 194 925	769 934	34,3	3 932 707	855 805	35,6	3 719 767	960 753	38,5
Bénin	131 372	40 767	1,8	198 185	60 440	2,5	109 650	46 857	1,9
Burkina	118 603	30 638	1,4	55 425	15 495	0,6	22 013	20 786	0,8
Côte d'Ivoire	832 992	327 651	14,6	703 689	336 540	14,0	726 810	317 773	12,7
Guinée Bissau	3	0	0,0	0	683	0,0	0	92	0,0
Niger	11 954	32 417	1,4	24 668	53 951	2,2	128 688	79 833	3,2
Sénégal	3 069 358	305 900	13,6	2 915 938	344 919	14,4	2 706 081	440 860	17,7
Togo	30 642	32 561	1,4	34 802	43 777	1,8	26 526	54 552	2,2
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	105 954	39 598	1,8	145 316	53 515	2,2	122 294	51 224	2,1
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	182	42	0,0	110	77	0,0	126	181	0,0
Ghana	92 977	34 739	1,5	136 249	49 881	2,1	112 642	47 246	1,9
Guinée Conakry	9 976	2 911	0,1	7 617	2 096	0,1	7 488	3 125	0,1
Libéria	0	0	0,0	19	289	0,0	1	6	0,0
Nigéria	2 808	1 857	0,1	1 313	1 075	0,0	2 028	625	0,0
Sierra Leone	12	48	0,0	7	97	0,0	11	41	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	255 510	130 572	5,8	361 346	158 076	6,6	362 765	143 971	5,8
Algérie	14 019	2 094	0,1	9 359	1 373	0,1	8 269	1 252	0,1
Maroc	116 452	34 965	1,6	165 863	57 748	2,4	167 781	40 076	1,6
Tunisie	19 066	4 446	0,2	21 760	4 162	0,2	18 428	5 093	0,2
Caméroun	66	43	0,0	96	50	0,0	124	86	0,0
Kenya	157	247	0,0	11	44	0,0	29	73	0,0
Afrique du Sud	52 022	68 568	3,1	93 415	73 561	3,1	117 113	84 450	3,4
AMERIQUE	288 513	117 277	5,2	199 836	111 054	4,6	303 272	136 075	5,5
Canada	46 351	18 128	0,8	11 542	12 432	0,5	10 373	14 224	0,6
Etats-Unis	54 158	59 332	2,6	38 507	59 997	2,5	71 626	74 233	3,0
<i>Autres pays d'Amérique</i>	188 004	39 817	1,8	149 787	38 624	1,6	221 273	47 618	1,9
ASIE	882 787	537 249	23,9	916 770	557 423	23,2	750 559	535 946	21,5
Chine	493 085	345 495	15,4	505 142	356 398	14,8	365 311	333 428	13,4
Hong-Kong	1 328	2 452	0,1	623	856	0,0	651	979	0,0
Inde	169 822	63 845	2,8	193 445	71 953	3,0	107 527	51 883	2,1
Japon	27 041	50 469	2,2	29 841	46 634	1,9	33 635	44 541	1,8
Taiwan	103	371	0,0	350	615	0,0	1 578	2 013	0,1
Thaïlande	45 961	9 780	0,4	55 590	13 344	0,6	65 117	14 106	0,6
Emirates arabes unis	28 732	15 267	0,7	31 645	20 395	0,8	34 855	19 791	0,8
<i>Autres pays d'Asie</i>	116 716	49 570	2,2	100 134	47 229	2,0	141 884	69 205	2,8
OCEANIE	15 414	35 632	1,6	10 707	22 767	0,9	7 032	20 846	0,8
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	15 414	35 632	1,6	1 354	2 094	0,1	6 830	20 725	0,8
TOTAL GENERAL	6 733 725	2 247 729	100	6 692 808	2 402 330	100	6 461 309	2 494 586	100

TABLEAU A7 : Exportations communautaires en 2017

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	1	197	90	0	3	283	0	573
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		0				0		0
Animaux vivants	% Exports Animaux	1,5	7,5	35,5	0,0	3,1	32,6	0,0	80,1
	% Exports totales	0,1	0,5	2,3		0,2	2,1	0,0	5,2
	Millions FCFA	1 620	8 175	38 645	0	3 341	35 492	17	87 291
Engrais	% Exports Engrais	0,0	72,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	72,4
	% Exports totales	0,0	1,9	0,0		0,0	0,0	0,0	1,9
	Millions FCFA	0	31 563	5	0	0	141	0	31 709
Divers	% Exports totales	0,0	1,1	1,1	0,0	1,0	0,9	0,1	4,1
	Millions FCFA	693	18 371	18 030	310	16 138	14 578	1 259	69 379
Total	% Exports totales	0,1	3,5	3,4	0,0	1,2	3,0	0,1	11,2
	Millions FCFA	2 314	58 305	56 770	310	19 482	50 495	1 277	188 953

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : Importations communautaires en 2017

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alm.	0,1	0,6	24,1	0,0	0,5	16,8	3,5	45,5
	% Imports totales	0,0	0,1	3,8	0,0	0,1	2,6	0,6	7,2
	Millions FCFA	198	1 898	79 379	0	1 738	55 352	11 557	150 123
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	5,8	0,1	24,4	0,0	10,5	21,7	0,8	63,3
	% Imports totales	1,6	0,0	6,7		2,9	5,9	0,2	17,3
	Millions FCFA	33 328	320	139 692	22	60 180	124 092	4 554	362 189
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,6	3,9	0,0	0,0	38,3	0,4	43,2
	% Imports totales	0,0	0,1	0,7		0,0	6,4	0,1	7,3
	Millions FCFA	138	1 982	13 785		1	134 750	1 495	152 150
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,6	0,3	1,5
	Millions FCFA	169	358	12 628	0	0	11 644	6 129	30 929
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,7	0,1	0,1	0,0	0,0	1,7	1,8	4,4
	% Imports totales	0,2	0,0	0,0		0,0	0,4	0,4	1,0
	Millions FCFA	3 306	472	567	0	1	8 041	8 427	20 814
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,1	1,3	6,1	0,0	0,0	5,3	0,6	13,4
	% Imports totales	0,0	0,2	0,8		0,0	0,7	0,1	1,7
	Millions FCFA	259	3 451	16 142		0	14 176	1 490	35 518
Divers	% Imports totales	0,2	0,5	0,6		0,3	1,6	0,7	3,9
	Millions FCFA	3 244	9 547	13 427	58	7 323	34 322	13 662	81 583
Total	% Imports totales	1,9	0,9	13,2	0,0	3,3	18,2	2,3	39,8
	Millions FCFA	40 642	18 029	275 620	80	69 243	382 379	47 315	833 306

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 561	9 138	32	40 642	31 904	1 827	8 676	98 779
	Burkina	2 759		14 644	2	18 029	12 936	7 306	13 544	69 219
	Cote d'Ivoire	39 379	317 464		655	275 620	44 930	79 328	69 197	826 572
	Guinée-Bissau	279	0	85		80	0	6 045	7	6 495
	Mali	2 314	58 306	56 770	310		19 482	50 495	1 277	188 953
	Niger	39 057	28 220	3 485	70	69 243		3 620	3 947	147 642
	Sénégal	11 166,7	34 663,4	85 527,5	39 307,6	382 378,5	10 976,8		14 843,5	578 864,0
	Togo	157 633,1	113 821,6	40 680,0	41,1	47 315,1	56 019,1	8 503,6		424 013,6
	UEMOA	252 587,0	559 035,3	210 328,9	40 417,8	833 306,4	176 247,0	157 124,2	111 489,9	2 340 536,5

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2 015		2 016		2 017	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	1 048 992	55	1 120 373	53	1 175 719	56
Coton	190 505	247 265	157 677	198 899	200 049	235 955
Animaux vivants	115 164	127 277	135 224	133 026	108 924	208 000
Engrais	61 397	249 398	55 842	215 681	43 808	203 093
Réacteurs nucléaires, chaudières	40 096	8 778	24 262	6 144	11 525	3 040
Fruits comestibles	8 333	153 153	11 306	50 305	10 739	44 591
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	31 247	6 031	19 541	4 580	9 894	3 053
Graines et fruits oléagineux	11 112	64 410	5 499	35 481	5 896	24 086
Peaux et cuirs	12 469	8 382	5 172	3 790	5 620	4 390
Combustibles minéraux	25 506	37 727	4 929	10 309	5 008	6 971
Boissons	4 148	14 248	4 171	13 456	4 870	14 210
Fonte, fer et acier	8 436	33 298	3 666	16 562	4 592	22 713
Aliments préparés pour animaux	4 416	59 817	1 055	20 942	3 889	47 344
Bois	5 298	33 670	3 572	24 777	3 828	51 047
Préparations de farine et de céréales	2 673	3 508	1 816	3 152	3 193	3 972
Machines, appareils et matériels	5 428	2 828	2 701	3 639	2 773	3 185
Matières plastiques et ouvrages	4 808	4 588	4 152	4 855	2 581	3 860
Lait	3 509	1 984	2 325	2 195	1 658	1 006

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		4 053	1 624	155	1 039	2 331	3 524	6 937	19 663
	Burkina	16 452		959	99	3 426	4 778	4 260	10 363	40 336
	cote d'Ivoire	13 694	13 965		86	9 172	2 214	5 607	7 614	52 352
	Guinée-Bissau	62	144	147		3	17	3 967	46	4 386
	Mali	3 699	10 866	5 102	918		3 456	5 262	2 635	31 939
	Niger	5 641	2 295	2 890	25	1 573		5 325	4 602	22 349
	Sénégal	2 572	8 830	2 143	1 429	9 828	1 576		717	27 095
	Togo	17 975	1 656	1 343	105	1 293	1 174	5 597		29 143
	UEMOA	60 095	41 808	14 209	2 818	26 334	15 545	33 541	32 913	227 263

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 795	6 078	9	4 029	1 015	3 908	3 386	22 220
	Burkina	3 694		11 732	24	19 776	2 066	7 159	5 786	50 238
	Cote d'Ivoire	10 409	14 286		65	66 563	8 743	20 723	15 051	135 839
	Guinée-Bissau	310	48	119		2 361	349	7 022	257	10 466
	Mali	2 434	6 611	4 546	100		5 545	10 591	6 016	35 842
	Niger	1 068	1 460	5 040	97	8 853		3 820	7 458	27 796
	Sénégal	3 102	3 657	6 485	3 469	22 825	6 455		3 352	49 345
	Togo	2 951	3 403	6 130	8	5 320	4 869	3 495		26 176
	UEMOA	23 968	33 260	40 129	3 773	129 727	29 041	56 718	41 307	357 922

TABLEAU A13 : Orientation géographique des flux d'investissements directs étrangers reçus (en millions FCFA)

(En millions FCFA)			
Pays	2 015	2 016	2 017
AFRIQUE	30 970,3	12 353,4	51 219,8
UEMOA	32 688,7	13 401,6	36 293,8
Bénin	-615,0	246,8	1 375,2
Burkina	4 436,8	10 304,8	4 222,6
Côte d'Ivoire	10 109,2	4 375,8	11 912,3
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0
Sénégal	-4 672,4	9,6	9 451,3
Togo	13 446,9	-2 497,1	10 956,1
Institutions de l'UEMOA	0,0	961,8	-1 623,6
CEDEAO hors UEMOA dont :	0,0	0,0	210,3
Ghana	0,0	0,0	210,3
Nigéria	0,0	0,0	0,0
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0
Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :	-1 718,4	-1 048,2	14 715,7
Afrique du Sud	6 315,8	-9 426,9	10 854,2
Libye	-2 124,5	4 106,5	726,4
Maroc	0,0	3 630,5	175,9
Mauritanie	0,0	635,2	2 948,2
EUROPE	172 689,1	134 879,6	205 653,9
UNION EUROPEENNE	172 689,1	14 096,9	41 914,9
ZONE EURO dont :	15 489,7	7 901,5	18 159,9
Allemagne	2 568,8	1 126,2	902,8
Belgique	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0
France	12 920,9	4 942,9	16 854,8
Italie	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	0,0	1 832,3	402,2
Portugal	0,0	0,0	0,0
Union Européenne hors Zone euro dont :	157 199,4	6 195,4	23 755,0
Royaume-Uni	157 199,4	6 195,4	23 736,0
Europe hors UE dont :	0,0	120 782,7	163 739,0
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	-8 839,3	0,0
Turquie	0,0	0,0	0,0
Îles Vierges Britanniques		129 608,0	121 879,0
Île de Man			41 860,0
AMERIQUE dont:	-10 024,2	-8 166,3	32 988,1
Canada	0,0	-8 242,5	32 981,7
Brésil	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	76,2	6,4
ASIE dont :	-9,6	69,3	4 164,6
Chine	1,6	-201,6	432,0
Inde	0,0	244,9	448,7
Japon	0,0	0,0	0,0
Liban	0,0	26,0	4,0
Singapour	0,0	0,0	0,0
Arabie Saoudite			3 280,0
OCEANIE	0,0	72 164,1	30 382,9
Australie	0,0	72 164,1	30 382,9
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	1 192,6
TOTAL	162 893,8	211 300,0	325 601,9

TABLEAU A14 : Balance des Paiements du Mali de 2013 à 2017 (optique BCEAO)

Code SDMX	Nom du poste	2013	2014	2015	2016	2017
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-185,1	-334,1	-412,5	-602,0	-704,3
	Crédit	2748,0	2669,5	2958,8	3 128,6	3 011,3
	Débit	2933,1	3003,6	3371,3	3 730,6	3 715,6
1_B_N_N_E	Biens et services	-976,9	-1101,3	-1204,9	-1 403,1	-1 277,5
	Crédit	1631,3	1599,8	1862,8	1 948,4	1 982,0
	Débit	2608,2	2701,2	3067,8	3 351,5	3 259,5
1_B_N_N_E	Biens	-122,8	-251,3	-281,3	-342,1	-409,6
	Crédit	1419,5	1374,2	1606,8	1 675,9	1 685,9
	Débit	1542,3	1625,5	1888,1	2 018,0	2 095,5
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1087,3	-1169,0	-1285,4	-1 462,5	-1 585,3
	Crédit	455,0	456,5	602,7	555,5	510,2
	Débit	1542,3	1625,5	1888,1	2 018,0	2 095,5
1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit					
	Débit					
1_B_N_N_E	Or non monétaire	964,5	917,7	1004,1	1 120,4	1 175,7
	Crédit	964,5	917,7	1004,1	1 120,4	1 175,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-854,1	-850,1	-923,6	-1 061,0	-868,0
	Crédit	211,7	225,6	256,0	272,6	296,1
	Débit	1065,9	1075,7	1179,7	1 333,6	1 164,0
1_B_N_N_E	Transport	-362,0	-344,9	-384,7	-421,8	-415,1
	Crédit	0,7	1,9	8,3	11,2	12,7
	Débit	362,6	346,9	393,0	433,0	427,8
1_B_N_N_E	Dont fret	-319,7	-299,7	-342,7	-366,1	-376,3
	Crédit	0,0	0,3	5,7	6,2	10,4
	Débit	319,7	299,9	348,4	372,4	386,7
1_B_N_N_E	Voyages	30,0	33,6	21,3	25,8	27,1
	Crédit	88,2	104,8	109,9	118,9	120,0
	Débit	58,2	71,2	88,6	93,1	92,9
1_B_N_N_E	Autres services	-522,2	-538,7	-560,3	-665,0	-480,0
	Crédit	122,9	118,9	137,8	142,5	163,4
	Débit	645,1	657,7	698,1	807,5	643,4
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-213,7	-190,0	-174,8	-222,1	-290,8
	Crédit	40,6	46,6	56,7	55,6	71,6
	Débit	254,3	236,6	231,5	277,7	362,4
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	1,1	2,6	1,3	1,2	1,0
	Crédit	18,5	21,3	22,7	19,1	23,2
	Débit	17,4	18,7	21,4	17,9	22,1
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-213,4	-197,4	-173,5	-224,2	-289,4
	Crédit	16,9	20,0	29,8	31,8	44,6
	Débit	230,3	217,4	203,3	256,0	334,0
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	-1,4	4,8	-2,7	1,0	-2,5
	Crédit	5,3	5,3	4,2	4,7	3,8
	Débit	6,6	0,5	6,9	3,8	6,3
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	1005,5	957,2	967,3	1 023,2	864,1
	Crédit	1076,1	1023,1	1039,3	1 124,6	957,7
	Débit	70,6	65,9	72,0	101,4	93,6
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	625,4	569,8	542,9	613,0	428,7
	Crédit	635,9	571,7	546,8	625,6	439,7
	Débit	10,5	1,9	4,0	12,6	10,9
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	625,4	570,0	542,9	613,0	428,7
	Crédit	635,9	571,7	546,8	625,6	439,7
	Débit	10,5	1,7	4,0	12,6	10,9
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	380,2	387,4	424,4	410,2	435,3
	Crédit	440,3	451,4	492,4	499,0	518,1
	Débit	60,1	64,0	68,0	88,8	82,7
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	374,7	379,6	403,1	394,0	422,8
	Crédit	423,4	433,7	460,2	471,2	491,0
	Débit	48,8	54,1	57,2	77,2	68,1
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	374,7	379,6	403,1	394,0	422,8
	Crédit	423,4	433,7	460,2	471,2	491,0
	Débit	48,8	54,1	57,2	77,2	68,1
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	5,5	7,8	21,4	16,2	12,5
	Crédit	16,8	17,7	32,2	27,8	27,1
	Débit	11,3	9,9	10,8	11,6	14,6

2_B_AL_AL_E	Compte de capital	129,3	114,1	202,5	124,2	150,1
	Crédit	130,1	124,0	207,9	128,5	152,4
	Débit	0,8	9,9	5,5	4,2	2,3
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-0,8	-2,0	-3,9	-3,4	-2,1
	Crédit	0,0	0,0	0,5	0,6	0,0
	Débit	0,8	2,0	4,5	4,0	2,1
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	130,1	116,1	206,4	127,7	152,2
	Crédit	130,1	124,0	207,4	127,9	152,4
	Débit	0,0	7,9	1,0	0,2	0,2
2_B_GG_AL_E	Administration publique	105,3	96,7	178,7	104,7	114,0
	Crédit	105,3	102,3	178,7	104,7	114,0
	Débit	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	25,5	14,9	59,9	17,7	18,2
	Crédit	25,5	14,9	59,9	17,7	18,2
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	79,8	81,8	118,8	87,0	95,7
	Crédit	79,8	87,4	118,8	87,0	95,7
	Débit	0,0	5,6	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	24,8	19,4	27,7	22,9	38,2
	Crédit	24,8	21,7	28,7	23,2	38,5
	Débit	0,0	2,3	1,0	0,2	0,2
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	24,8	19,4	27,7	22,9	38,2
	Crédit	24,8	21,7	28,7	23,2	38,5
	Débit	0,0	2,3	1,0	0,2	0,2
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-55,8	-220,1	-210,0	-477,8	-554,2
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-137,9	-106,3	-161,9	-197,5	-417,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	87,2	129,8	188,8	238,1	123,9
	Augmentation nette de passifs	225,1	236,1	350,7	435,6	541,3
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-137,9	-106,3	-161,9	-197,5	-417,4
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-150,7	-70,9	-114,2	-153,8	-318,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	1,4	0,3	48,7	57,5	7,3
	Augmentation nette de passifs	152,1	71,2	162,9	211,3	325,6
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-45,4	-59,4	-5,6	-83,0	-205,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	1,4	0,3	48,7	57,4	7,3
	Augmentation nette de passifs	46,8	59,7	54,3	140,3	212,8
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-105,3	-11,5	-108,6	-70,8	-112,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs	105,3	11,5	108,6	70,9	112,9
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-0,5	-88,9	-63,7	-137,6	-16,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,5	1,5	0,1	-0,7	-0,1
	Augmentation nette de passifs	1,0	90,4	63,8	136,9	16,6
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,6	0,0	-0,7	-2,6	-0,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	0,0	0,1	-0,7	-0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,5	0,0	0,8	1,9	0,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,6	0,0	-0,7	-2,6	-0,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	0,0	0,075	-0,7	-0,1
	Augmentation nette de passifs	-0,5	0,0	0,814	1,9	0,5
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	-0,1	0,1	0,0	-0,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,1	0,0	-0,1
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,6	0,0	-0,8	-2,6	-0,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	0,0	0,0	-0,7	0,0
	Augmentation nette de passifs	-0,5	0,0	0,8	1,9	0,4

4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-1,1	-88,9	-62,9	-135,0	-16,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,4	1,5	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	1,5	90,4	62,9	135,0	16,1
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-1,5	-90,4	-59,2	-135,0	-16,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0000	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	1,5	90,4	59,1996	135,0	16,1
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,4	1,5	-3,7	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,4	1,5	0,000	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	3,739	0,0	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,4	1,5	-3,7	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,4	1,5	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	3,7	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	13,3	53,5	15,9	93,8	-82,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	85,3	128,0	140,0	181,3	116,8
	Augmentation nette de passifs	72,1	74,5	124,1	87,5	199,2
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	13,3	53,5	15,9	93,8	-82,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	85,3	128,0	140,0	181,3	116,8
	Augmentation nette de passifs	72,1	74,5	124,1	87,5	199,2
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-77,8	-55,6	-127,7	-88,7	-121,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	77,8	55,6	127,7	88,7	121,2
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	91,1	109,1	143,6	182,5	38,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	85,3	128,0	140,0	181,3	116,8
	Augmentation nette de passifs	-5,7	18,9	-3,603	-1,2	78,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,1	0,0	-1,0	-3,8	1,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	0,0	0,0	0,0	1,5
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	1,0	3,8	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	91,0	109,1	144,6	186,4	37,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	85,2	128,0	140,022	181,3	115,3
	Augmentation nette de passifs	-5,7	18,9	-4,594	-5,1	78,0
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-18,0	-19,3	-38,5	-37,6	35,3
	Crédit	-2 711,8	-2 635,1	-3 011,7	-3 212,4	-2 907,5
	Débit	-2 693,8	-2 615,8	-2 973,2	-3 174,9	-2 942,8
0_N_N_N_E	Solde global	64,1	-133,0	-86,6	-317,8	-101,5
	Crédit	79,1	28,6	-33,8	-193,4	132,3
	Débit	15,0	161,6	52,7	124,4	233,8
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-64,1	133,0	86,6	317,8	101,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-79,1	-28,6	33,8	193,4	-132,3
	Augmentation nette de passifs	-15,0	-161,6	-52,7	-124,4	-233,8
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	60,6	153,5	102,0	306,8	-78,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	47,4	144,3	97,3	274,2	-244,9
	Augmentation nette de passifs	-13,2	-9,2	-4,7	-32,6	-165,9
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-124,7	-20,5	-15,5	11,0	180,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	-126,5	-172,9	-63,5	-80,8	112,6
	Augmentation nette de passifs	-1,8	-152,4	-48,0	-91,8	-67,9

TABLEAU A15 : Position extérieure globale du Mali de 2013 à 2017

Label	2013	2014	2015	2016	2017
Net International Investment Position	-1 809,2	-2 868,3	-2 788,2	-3 671,3	-4 307,5
Assets	1 294,4	1 427,7	1 783,8	1 739,7	1 445,9
Direct investment	18,5	28,7	66,5	128,9	79,2
Equity and investment fund shares	18,5	28,7	66,4	103,1	53,3
Direct investor in direct investment enterprises	16,3	27,5	63,8	103,0	43,5
Direct investment enterprises in direct investor				0,0	
Between fellow enterprises	2,3	1,2	2,5	0,0	9,8
Debt instruments	0,0	0,0	0,1	25,9	25,9
Direct investor in direct investment enterprises	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					
Between fellow enterprises					
Portfolio investment	197,3	403,0	696,4	505,6	516,8
Equity and investment fund shares	3,1	1,8	123,6	2,7	3,7
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank	1,8	1,2	1,6	1,4	1,8
General government					
Other sectors	1,3	0,6	122,1	1,3	1,9
Other financial corporations					
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					
Debt securities	194,2	401,2	572,8	502,9	513,2
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Deposit-taking corporations, except central bank	192,8	399,0	572,8	502,9	512,9
Short-term	46,4	262,0	231,1	155,0	106,8
Long-term	146,4	137,0	341,7	347,9	406,1
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Other sectors	1,4	2,2	0,0	0,0	0,2
Short-term	1,4			0,0	0,2
Long-term	0,0	2,2		0,0	0,0
Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other investment	462,0	516,8	578,1	894,6	361,4
Other equity					
Currency and deposits	322,3	356,0	374,9	741,2	171,9
Central banks					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank	220,8	247,0	242,9	415,2	31,6
General government					
Other sectors	101,5	109,0	132,1	326,0	140,3
Loans	130,8	109,7	113,4	62,9	152,6
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except the central bank	130,8	109,7	113,1	41,2	152,6
Short-term	81,9	62,5	76,3	28,6	119,0
Long-term	49,0	47,2	36,8	12,6	33,6
General government					
Other sectors			0,4	21,8	0,0
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes	0,1	0,0	0,0	0,0	1,5
Trade credit and advances	2,7	50,5	33,0	89,2	8,6
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank					
General government					
Other sectors	2,7	50,5	33,0	89,2	8,6
Short-term	2,7	50,5	33,0	89,2	8,6
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	2,7	50,5	33,0	89,2	8,6
Short-term	2,7	50,5	33,0	89,2	8,6
Long-term	0,0			0,0	

Other accounts receivable	6,1	0,6	56,7	1,3	26,9
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7
Short-term	0,6	0,6	0,6	0,3	0,7
Long-term				0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors	5,5	0,0	56,2	1,0	26,2
Short-term	5,5	0,0	56,2	0,0	25,4
Long-term	0,0	0,0	0,0	1,0	0,7
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, NPISHs	5,5	0,0	56,2	1,0	26,2
Short-term	5,5		56,2	0,0	25,4
Long-term	0,0		0,0	1,0	0,7
Reserve assets	616,6	479,2	442,8	210,5	488,5
Monetary gold					
Of which: Monetary gold under swap for cash collateral					
Special drawing rights	53,8	57,4	57,2	46,9	59,3
Reserve position in the IMF	5,3	73,0	9,4	31,1	19,2
Other reserve assets	557,4	348,7	376,1	132,5	410,0
Currency and deposits	557,4	348,7	376,1	132,5	410,0
Claims on monetary authorities	2,6	1,2	0,7	2,1	1,9
Claims on other entities	554,8	347,5	375,4	130,4	408,2
Securities					
Debt securities					
Equity and investment fund shares					
Of which: Securities under repo for cash collateral					
Financial derivatives					
Other claims					
Liabilities	3 104	4 296,0	4 572,0	5 411,0	5 753,4
Direct investment	1 057,7	1 592,8	1 822,4	2 012,6	2 195,8
Equity and investment fund shares	657,6	690,3	676,7	818,7	1 052,4
Direct investor in direct investment enterprises	657,6	675,2	670,2	812,1	1 041,1
Direct investment enterprises in direct investor		8,5	0,0	0,0	0,8
Between fellow enterprises	0,0	6,5	6,5	6,5	10,5
Debt instruments	400,1	666,9	1 058,5	1 110,6	989,4
Direct investor in direct investment enterprises	398,0	666,9	1 057,0	1 015,9	852,7
Direct investment enterprises in direct investor	0,0		0,0	72,9	81,8
Between fellow enterprises	2,1	0,0	1,5	21,8	54,9
Portfolio investment	127,2	216,8	267,1	469,2	395,1
Equity and investment fund shares	7,4	20,0	12,6	13,5	14,9
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank	6,9	14,2	10,0	12,4	9,9
General government					
Other sectors	0,5	5,8	2,6	1,1	5,1
Debt securities	119,8	196,8	254,5	455,7	380,2
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Deposit-taking corporations, except central bank	50,4	37,1	31,7	101,7	9,8
Short-term	0,0	17,3	0,0	34,7	0,0
Long-term	50,4	19,8	31,7	67,0	9,8
General government	69,4	159,8	219,0	354,0	370,3
Short-term	58,0	150,3	88,3	96,1	41,7
Long-term	11,4	9,5	130,7	257,9	328,6
Other sectors			3,7		

Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,4	0,0	0,0	
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank		0,4			
General government					
Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	
Financial derivatives (other than reserves)					
Other investment	1 918,8	2 486,0	2 482,5	2 929,2	3 162,5
Other equity					
Currency and deposits	185,0	212,3	308,4	339,3	34,5
Central banks	4,5	4,0	2,9	15,6	2,1
Short-term	4,5	4,0	2,9	15,6	2,1
Long-term		0,0	0,0	0,0	
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Deposit-taking corporations, except the central bank	180,5	208,3	305,5	323,8	32,5
General government					
Other sectors					
Loans	1 666,2	2 180,8	2 014,0	2 334,5	2 675,2
Central bank	66,1	72,8	79,6	104,7	113,1
Credit and loans with the IMF	66,1	72,8	79,6	104,7	113,1
Other short-term					
Other long-term					
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Credit and loans with the IMF					
Other short-term					
Other long-term					
Deposit-taking corporations, except the central bank	80,0	165,0	154,5	112,5	368,5
Short-term	1,9	0,1	0,1	0,0	0,3
Long-term	78,1	164,9	154,4	112,5	368,2
General government	1 445,0	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1
Credit and loans with the IMF					
Other short-term					
Other long-term	1 445,0	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1
Other sectors	75,1	458,5	25,5	274,2	124,5
Short-term	0,1	5,5	0,0	217,0	10,7
Long-term	75,1	453,0	25,5	57,2	113,9
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	13,8	0,0
Short-term				0,0	
Long-term				13,8	
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	75,1	458,5	25,5	260,4	124,5
Short-term	0,1	5,5	0,0	217,0	10,7
Long-term	75,1	453,0	25,5	43,5	113,9
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					
Trade credit and advances	1,5	13,2	67,9	56,0	60,1
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank					
Long-term					
General government					
Other sectors	1,5	13,2	67,9	56,0	60,1
Short-term	1,4	13,2	67,0	56,0	60,1
Long-term	0,1	0,0	1,0	0,0	0,0
Other financial corporations	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0
Short-term			0,0		0,0
Long-term			1,0		0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	75,1	458,5	67,0	56,0	60,1
Short-term	1,395	13,224	67,0	56,0	60,1
Long-term	0,109	0,013	0,0	0,0	0,0
Other accounts payable - other	0,6	9,7	17,4	124,7	323,1
Central bank	-3,5	9,1	10,1	100,5	300,3
Short-term	-3,5	9,1	10,1	100,5	300,3
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	3,0	0,6	0,0	0,0	0,2
Short-term	3,0	0,6	0,0	0,0	0,2
Long-term		0,0	0,0	0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors	1,1		7,3	24,2	22,6
Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)	65,5	70,0	74,6	74,8	69,6

Code	Code SDMX	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 011 296,07	3 715 585,50	-704 289,43
1.A	011000_1_B_N_N_E	--- Biens et services	1 981 986,93	3 259 498,66	-1 277 511,73
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	----- Biens	1 685 895,26	2 095 452,57	-409 557,31
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	----- Marchandises générales, base balance des paiements	510 176,16	2 095 452,57	-1 585 276,41
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	----- Dont : Réexportations			0,00
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international			0,00
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)			0,00
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international			0,00
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	----- Or non monétaire	1 175 719,10		1 175 719,10
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	----- Services	296 091,67	1 164 046,00	-867 954,33
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers			0,00
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)			0,00
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)			0,00
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs		4 486,92	-4 486,92
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	----- Transport	12 696,45	427 750,46	-415 054,01
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	----- Pour tous les modes de transports	12 696,45	427 681,46	-414 985,01
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	----- Voyageurs	226,00	35 208,71	-34 982,71
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	----- Fret	10 395,05	386 661,18	-376 266,13
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	----- Autres	2 075,40	5 811,57	-3 736,17
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	----- Transports maritimes	1 856,05	212 663,58	-210 807,53
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	----- Voyageurs			0,00
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	----- Fret	1 856,05	212 663,58	-210 807,53
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	----- Autres			0,00
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	----- Transports aériens	2 114,40	62 265,44	-60 151,04
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	----- Voyageurs		33 264,30	-33 264,30
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	----- Fret	39,00	28 999,80	-28 960,80
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	----- Autres	2 075,40	1,34	2 074,06
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	----- Autres modes de transport	8 726,00	152 752,44	-144 026,44
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	----- Voyageurs	226,00	1 944,41	-1 718,41
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	----- Fret	8 500,00	144 997,80	-136 497,80
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	----- Autres		5 810,23	-5 810,23
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	----- Services postaux et services de messagerie		69,00	-69,00
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	----- Voyages	119 997,61	92 944,37	27 053,24
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	----- À titre professionnel	62 571,40	54 996,17	7 575,23
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	----- Autres	62 571,40	54 996,17	7 575,23
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	----- À titre personnel	57 426,21	37 948,20	19 478,01
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	----- Santé	701,80	7 001,60	-6 299,80
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	----- Éducation	14 159,11	9 171,60	4 987,51
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	----- Autres	42 565,30	21 775,00	20 790,30
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 155,99		3 155,99
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	----- Biens			0,00
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	----- Services de transports locaux			0,00
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	----- Services d'hébergement	3 155,99	0,00	3 155,99
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	----- Services de restauration			0,00
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	----- Autres services			0,00
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	----- Services de santé			0,00
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	----- Services d'éducation			0,00
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction		37 731,99	-37 731,99
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger			0,00
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante		37 731,99	-37 731,99
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	----- Services d'assurance et de retraite	188,96	16 266,95	-16 077,99
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	----- Assurance directe	17,00	12 472,87	-12 455,87
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	----- Réassurance	62,00	1 223,58	-1 161,58
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	----- Services auxiliaires d'assurance	109,96	2 570,50	-2 460,54
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	----- Services de retraite et de garantie standardisée			0,00
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	----- Services financiers	2 747,00	16 671,20	-13 924,20
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	----- Services financiers explicitement facturés et autres	2 747,00	16 671,20	-13 924,20
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			0,00
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	26,89		26,89
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	119 436,10	74 994,96	44 441,14

1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	----- Services de télécommunications	119 436,10	65 849,59	53 586,51
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	----- Services d'informatique		8 682,68	-8 682,68
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	----- Services d'information		462,69	-462,69
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	----- Autres services aux entreprises	1 277,11	99 076,94	-97 799,83
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	----- Services de recherche-développement		7 637,18	-7 637,18
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion		53 135,66	-53 135,66
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 277,11	38 304,10	-37 026,99
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	515,00	145,00	370,00
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	----- Services audio-visuels et connexes	515,00	145,00	370,00
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs			0,00
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	39 206,55	393 977,30	-354 770,75
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs			0,00
1.B	130000_1_B_N_AL_E	--- Revenu primaire	71 589,00	362 437,80	-290 848,80
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	---- Rémunération des salariés	23 156,02	22 106,55	1 049,47
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	---- Revenus des investissements	44 637,98	333 990,25	-289 352,27
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	----- Investissements directs	2 126,75	259 434,21	-257 307,46
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	311,00	240 157,21	-239 846,21
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	311,00	137 009,64	-136 698,64
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	150,00	128 988,21	-128 838,21
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	131,00	3 257,43	-3 126,43
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	30,00	4 764,00	-4 734,00
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,00
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,00
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,00
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	----- Bénéfices réinvestis		103 147,57	-103 147,57
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement			0,00
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement			0,00
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	1 815,75	19 277,00	-17 461,25
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,00	16 468,00	-16 468,00
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)			0,00
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	1 815,75	2 809,00	-993,25
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,00
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident			0,00
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,00
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			0,00
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	----- Investissements de portefeuille	41 591,98	23 358,89	18 233,09
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	661,00	1 239,42	-578,42
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	661,00	1 239,42	-578,42
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement			0,00
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes			0,00
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_N_AL_E	----- Bénéfices réinvestis			0,00
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	40 930,98	22 119,47	18 811,51
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	----- À court terme	24 415,51	6 818,00	17 597,51
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	----- À long terme	16 515,47	15 301,47	1 214,00
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	----- Autres investissements	919,25	51 197,15	-50 277,90
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés			0,00
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	919,25	51 197,15	-50 277,90
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			0,00
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée			0,00
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	----- Avoirs de réserves			0,00
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement			0,00
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts			0,00
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			0,00
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E	---- Autre revenu primaire	3 795,00	6 341,00	-2 546,00
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	----- Taxes sur la production et importations			0,00
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E	----- Subventions à la production			0,00
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E	----- Loyers	3 795,00	6 341,00	-2 546,00
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	--- Revenu secondaire	957 720,14	93 649,04	864 071,10
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	---- Administrations publiques	439 650,00	10 928,00	428 722,00
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.			0,00
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	----- Cotisations sociales			0,00
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0,00
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	----- Prestations Sociales (Débit)			0,00
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	----- Coopération internationale courante	439 650,00	10 928,00	428 722,00
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)			0,00

1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E	----- Transferts courants aux ISBLSM			0,00
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	518 070,14	82 721,04	435 349,10
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	490 983,40	68 137,10	422 846,30
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	----- Envois de fonds des travailleurs	490 983,40	68 137,10	422 846,30
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	----- Autres transferts courants	27 086,74	14 583,94	12 502,80
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	413,00		413,00
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	----- Cotisations sociales	138,60	9 234,11	-9 095,51
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	----- Prestations sociales		3 579,04	-3 579,04
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	3,00	1 744,19	-1 741,19
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	----- Indemnités d'assurance dommage	523,04		523,04
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	----- Coopération internationale courante	539,40	26,60	512,80
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	----- Transferts courants divers	25 469,70		25 469,70
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM			0,00
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	----- Ajustement pour variation des droits à pension			0,00
	200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	152 413,64	2 305,75	150 107,89
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,00	2 070,00	-2 070,00
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	-- Transferts de capital	152 413,64	235,75	152 177,89
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	----- Administration publique	113 956,70	0,00	113 956,70
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	----- Remises de dette	18 228,00		18 228,00
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	----- Autres transferts de capital	95 728,70		95 728,70
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	----- dont : impôts en capital			0,00
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 456,94	235,75	38 221,19
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	----- Remises de dette			0,00
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	----- Autres transferts de capital	38 456,94	235,75	38 221,19
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	----- dont : impôts en capital (Crédit)			0,00
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	----- dont : entre ménages			0,00
	019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 163 709,71	3 717 891,25	-554 181,54
	300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	256 239,52	775 119,34	-518 879,82
	300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	256 239,52	775 119,34	-518 879,82
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	-- Investissement direct	7 263,50	325 601,80	-318 338,30
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	7 263,50	212 750,97	-205 487,47
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	7 263,50	109 603,40	-102 339,90
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 572,50	111 032,40	-102 459,90
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,00	-213,00	213,00
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	-1 309,00	-1 216,00	-93,00
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,00
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,00
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,00
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices		103 147,57	-103 147,57
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement			0,00
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0,00
3.1.1.3	312000_4_N_AL_AL_E	----- Instruments de dette	0,00	112 850,83	-112 850,83
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,00	92 302,83	-92 302,83
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)		8 879,00	-8 879,00
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,00	11 669,00	-11 669,00
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,00
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,00
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,00
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :			0,00
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct			0,00
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)			0,00
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs			0,00
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			0,00
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0,00
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0,00
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	-- Investissements de portefeuille	-44 638,10	20 710,72	-65 348,82
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	96,90	1 389,72	-1 292,82
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale			0,00
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques			0,00
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	220,00	908,92	-688,92
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	-123,10	480,80	-603,90
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	-100,00	50,70	-150,70
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-23,10	430,10	-453,20
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement			0,00
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse			0,00
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse			0,00
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement			0,00
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices			0,00

3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	.----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0,00
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	.---- Titres de créance	-44 735,00	19 321,00	-64 056,00
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale			0,00
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-44 755,00	3 246,00	-48 001,00
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	-48 766,00	-34,00	-48 732,00
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme	4 011,00	3 280,00	731,00
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,00	16 075,00	-16 075,00
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme		-54 430,00	54 430,00
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme		70 505,00	-70 505,00
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	20,00		20,00
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	20,00		20,00
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	20,00		20,00
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	20,00		20,00
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,00
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.2.3	330000_4_N_AL_AL_E	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés			0,00
3.2.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	.---- Banque centrale			0,00
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.2.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,00
3.2.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	.---- Administrations publiques			0,00
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	.---- Autres secteurs			0,00
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières			0,00
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,00
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)			0,00
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	.----- Options			0,00
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	.----- Contrats à terme			0,00
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	.----- Options sur titres des employés			0,00
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	.-- Autres investissements	48 762,83	428 806,82	-380 043,99
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres titres de participation			0,00
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-71 079,17	-205 885,90	134 806,73
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale			0,00
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	.----- À court terme		-13 483,50	13 483,50
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	.----- À long terme		-13 483,50	13 483,50
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-179 833,17	-192 402,40	12 569,23
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	.----- Dont: positions interbancaires			0,00
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	-179 833,17	-192 404,40	12 571,23
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques			0,00
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	108 754,00		108 754,00
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	108 754,00		108 754,00
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières			0,00
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	108 754,00		108 754,00
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	108 754,00		108 754,00
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme			0,00

3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	----- Prêts	111 192,00	463 237,20	-352 045,20
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale		15 505,60	-15 505,60
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)		15 505,60	-15 505,60
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	----- Autres prêts à court terme			0,00
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	----- Autres prêts à long terme			0,00
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)			0,00
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	----- Autres prêts à court terme			0,00
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	----- Autres prêts à long terme			0,00
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	111 420,00	255 993,00	-144 573,00
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	90 445,00	275,00	90 170,00
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	20 975,00	255 718,00	-234 743,00
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques		121 194,40	-121 194,40
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)			0,00
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	----- Autres à court terme			0,00
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	----- Autres à long terme		121 194,40	-121 194,40
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	-228,00	70 544,20	-70 772,20
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	-228,00	10 661,40	-10 889,40
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme		59 882,80	-59 882,80
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières			0,00
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-228,00	70 544,20	-70 772,20
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	-228,00	10 661,40	-10 889,40
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme		59 882,80	-59 882,80
3.4.3.4.2.3	344000_4_N_AL_AL_E	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1 470,00		1 470,00
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale			0,00
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,00
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques			0,00
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	1 470,00		1 470,00
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	1 470,00		1 470,00
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0,00
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie			0,00
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	----- Droits à assurance vie et à annuités			0,00
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	----- Droits à pension			0,00
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors			0,00
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	----- Droits à prestations autres que des pensions			0,00
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées			0,00
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	----- Crédits commerciaux et avances	-439,00	6 280,00	-6 719,00
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale			0,00
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0,00
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques			0,00
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	-439,00	6 280,00	-6 719,00
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	-439,00	6 280,00	-6 719,00
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières			0,00
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme			0,00
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-439,00	6 280,00	-6 719,00
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	7 619,00	165 175,52	-157 556,52
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	----- Autres comptes à recevoir/ à payer		163 894,52	-163 894,52
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale		163 894,52	-163 894,52
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme			0,00
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme			0,00

3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0,00
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	397,00	141,00	256,00
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	397,00	141,00	256,00
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques			0,00
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	7 222,00	1 140,00	6 082,00
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	7 538,00	-60,00	7 598,00
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	-316,00	1 200,00	-1 516,00
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières			0,00
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 222,00	1 140,00	6 082,00
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	7 538,00	-60,00	7 598,00
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	-316,00	1 200,00	-1 516,00
3.4.6.5	347000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux			0,00
3.4.6.4	350000_4_N_AL_AL_E	.-- Avoirs de réserve	244 851,29		244 851,29
3.4.6.4	351000_4_N_AL_AL_E	.---- Or monétaire			0,00
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	.----- Or métal			0,00
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	.----- Comptes en or non affectés			0,00
3.5.6.5	352000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	16 779,00		16 779,00
3.5.6.6	353000_4_N_AL_AL_E	.---- Position de réserve au FMI	-10 479,20		-10 479,20
3.5.4.1	354000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres avoirs de réserve	238 551,49		238 551,49
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	238 551,49		238 551,49
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur les autorités monétaires	-275,10		-275,10
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur d'autres entités	238 826,59		238 826,59
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	.----- Titres			0,00
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de créance			0,00
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	.----- À court terme			0,00
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	.----- À long terme			0,00
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement			0,00
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers			0,00
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	.----- Autres créances			0,00
	400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-2 907 470,19	-2 942 771,91	35 301,72



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int